

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences Juridiques)

présentée et soutenue le Mercredi 2 Mars 1927, à 2 heures

PAR

Marcel FLINOIS

LA LOI DU 16 DÉCEMBRE 1922

SUR LES PÉTROLES

DANS LE RÉGIME MINIER FRANÇAIS

Président : M. RIPERT, *professeur*.

Suffragants { M. MESTRE, *professeur*.
M. JULLIOT de la MORANDIÈRE, *professeur*.

LIBRAIRIE MÉDICALE ET SCIENTIFIQUE

MARCEL VIGNÉ

13, Rue de l'Ecole-de-Médecine, 13

PARIS

1927

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences Juridiques)

présentée et soutenue le Mercredi 2 Mars 1927, à 2 heures

PAR

Marcel FLINOIS

LA LOI DU 16 DÉCEMBRE 1922

SUR LES PÉTROLES

DANS LE RÉGIME MINIER FRANÇAIS

Président : M. RIPERT, *professeur*.

Suffragants { M. MESTRE, *professeur*.
M. JULLIOT de la MORANDIÈRE, *professeur*.

LIBRAIRIE MÉDICALE ET SCIENTIFIQUE

MARCEL VIGNÉ

13, Rue de l'Ecole-de-Médecine, 13

PARIS

1927

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



CETTE THESE EST DEDIEE

A MON PERE ET MA MERE

*en hommage, de ma très sincère affection
et de ma grande reconnaissance.*

Au Docteur CHARLES BOUDOL
ancien Interne des Hôpitaux de Paris

A Madame CHARLES BOUDOL

*qui furent pour moi les meilleurs et plus
effectueux conseillers, en hommage de
ma sincère affection et de grande re-
connaissance.*

Au Docteur JULES GASSER
ancien Sénateur d'Oran

*instigateur et conseiller de cette thèse, en
hommage, de ma respectueuse et sin-
cère amitié.*

AUX MIENS ET A MES AMIS

A LA MEMOIRE

De mon Grand-Père paternel CHARLEMAGNE FLINOIS

né à Aubert (Nord). Décédé à Saïda, département d'Oran (Algérie), le 8 novembre 1904.

De mon Grand-Père maternel CHARLES ALIBERT

né à Villefranche (Tarn), 4 Chevalier du mérite agricole, décédé à Saint-Lucien (Algérie), le 5 juillet 1899.

De mon Oncle PIERRE-JOSEPH FLINOIS

né à Saïda (Algérie), chevalier de la Légion d'honneur, décédé à Maxara, le 3 février 1920.

De mon Oncle LAURENT-LOUIS ALIBERT

né à Valmy, décédé à Saint-Lucien (Algérie), le 20 juillet 1920.

INTRODUCTION

Le pétrole comme carburant occupe une place prépondérante dans l'industrie moderne. L'essor de ce produit est en tous points semblable à celui de la houille du XIX^e siècle. Les phénomènes qui accompagnèrent ce dernier s'y retrouvent, même désir d'hégémonie mondiale, même but politique.

Deux pays contrôlent à l'heure actuelle par leurs sociétés la production pétrolière du monde. L'Amérique et l'Angleterre. Le premier fut favorisé par les richesses de son sous-sol, le deuxième n'eut pas les mêmes faveurs. Prévoyant le rôle des hydrocarbures et leurs utilités, l'Angleterre s'ingénia par tous les moyens à s'assurer la propriété de la plus grande partie des gisements. Au surplus, il s'agissait pour elle d'une question vitale. La supériorité incontestable des marines alimentées en mazout, soit par suite de l'économie qu'elles réalisent sur la main-d'œuvre, ou dépenses de toutes sortes, soit par l'augmentation de la vitesse, lui faisait craindre pour sa sécurité. Le grand

cordon bleu la protégeant de temps immémoriaux ne devenait qu'une défense illusoire. (1)

La prudence, l'habileté, l'esprit d'entreprise, l'amour du risque et du gain, des hommes d'affaires anglais trouvèrent matière à s'exercer. Leurs efforts furent souvent facilités par l'absence ou les négligences législatives dans les pays producteurs.

En 1920, ce n'est point sans quelques patriotiques fiertés que par l'organe de Sir P. Macklay ils poussaient leurs cris de victoire : « A l'exception du Mexique et d'une petite partie de l'Amérique centrale, le monde entier est solidement barricadé contre une attaque en force des Américains. Ils pourront tenter ici et là quelques escamourches, mais jamais d'attaques par masse. La position anglaise est imprenable ! »

Emus par cet aveu exact, leurs concurrents américains ne pouvaient devant la réalité que manifester leur admiration.

« Je ne critique pas, avoue le sénateur Pehlan, de Californie, le gouvernement britannique. J'admire au contraire la prévoyance des hommes, qui, étant à la tête de l'Etat font tous leurs efforts pour que les flottes, son industrie, son commerce, soient toujours pourvus d'un combustible essentiel. »

(1) Delaisi Francis, *Le Pétrole*.

Henry Béranger, *le Pétrole et la France*, Paris 1920.

Lespagnol de la Trmyre, *La Lutte Mondiale pour le Pétrole*. Thèse Paris 1927.

Chenu Basile, *La Politique du Pétrole en France*, Thèse Paris 1921.

Bien des pays pourraient pour leur propre compte reprendre les paroles du sénateur Pehlan !

Mais, outre que le pétrole est un élément indispensable à l'industrie, il est aussi un moyen de défense nationale. La dernière guerre en a fourni, hélas ! une preuve éclatante.

Lorsqu'en 1918, le cartel des marchands de pétrole se reconnaissait impuissant à fournir le carburant nécessaire à la consommation de guerre, le président Clemenceau se vit dans l'obligation d'adresser au président Wilson cet appel désespéré.

« Le président Clemenceau demande personnellement au président Wilson, de faire acte d'autorité gouvernementale nécessaire pour la mise en marche immédiate de 100.000 tonnes de bateaux-citernes sur les ports français.

Il y a là une question de salut public interallié.

Si les Alliés ne veulent pas perdre la guerre, il faut que la France combattante à l'heure du suprême choc germanique possède l'essence aussi nécessaire que le sang dans les batailles de demain. »

L'appel entendu permettait au Maréchal Foch grâce aux transports automobiles de briser l'attaque allemande en Picardie.

Se souvenant de cette épopée, Lord Curzon pouvait à l'armistice, à un dîner offert aux délégués de la conférence interalliée, terminer son discours sur ces mots : « Les alliés ont été portés à la victoire sur des flots de pétrole. »

Quelles plus belles illustrations au rôle de ce carbu-

rant ! Quelles preuves de la nécessité où sont les nations de s'assurer pour le moins leur consommation !

Elles peuvent satisfaire à cet impérieux besoin, soit par des accords politiques et économiques avec les pays producteurs soit en devenant elles-mêmes productrices, quand la nature chez elle ou dans leurs dépendances leur a fait don de ses bienfaits.

Pour arriver à cette production, il est nécessaire de fournir à l'explorateur les éléments utiles à l'élaboration de son œuvre, et en la matière, l'instrument juridique est de première importance. Lui seul lui permettra d'agir avec la liberté et l'assurance voulue, tout en lui garantissant pour l'avenir la récompense de ses efforts.

La France qui, jusqu'à ces derniers temps ne s'était préoccupée que de façon superficielle de la question du pétrole, s'en inquiète. Les trusts du pétrole, et leurs accaparements continus lui font craindre une vassalité à redouter. Si son sous-soi, ne révèle jusqu'à présent que des gisements de pétrole peu importants, quoique rien ne puisse être certifié en la matière, il n'en est pas de même de ses colonies, où tous les espoirs sont permis. Elle fut donc dans l'obligation d'adapter sa législation aux nécessités des recherches pétrolifères, c'est ce qu'elle fit par sa loi du 16 décembre 1922.

La technique particulière de l'exploitation des pétroles, la méconnaissance quasi-absolue des gisements l'incitèrent à accepter pour ceux-ci des principes juridiques différents de ceux établis par notre loi du 21 avril 1840. Tout en ne se présentant

que comme une adjonction à celle-ci, elle en diffère sur des points importants. Elle n'en peut cependant être séparée sous peine d'erreurs ou d'incompréhension, car la loi de 1810 continue à régir le système minier sur tous les points où la loi de 1922 n'a pas expressément dérogé.

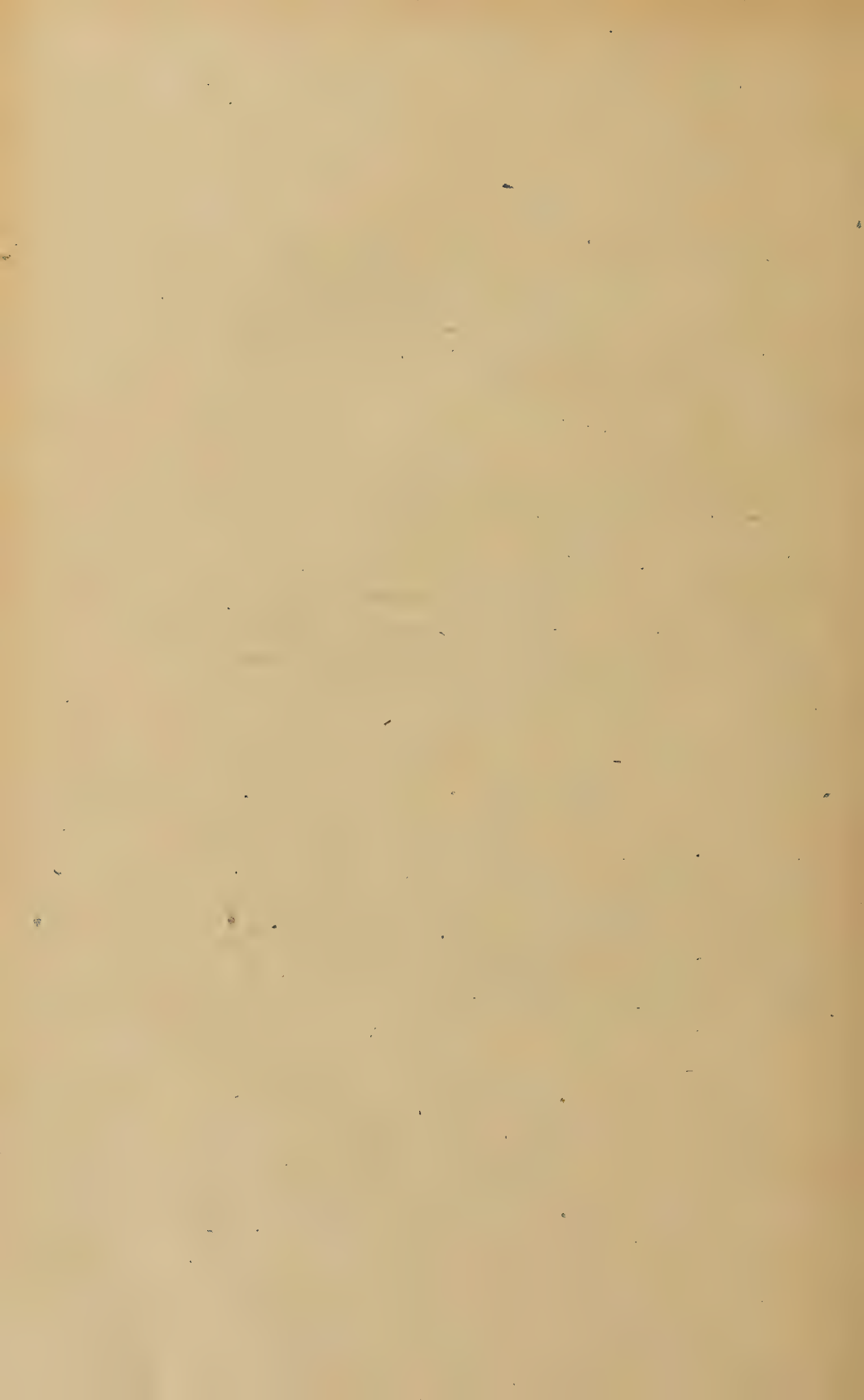
Notre étude sera séparée en 4 parties.

Dans une première partie, nous nous livrerons à une courte étude des ressources de la France en pétrole soit chez elle, soit dans ses colonies.

Dans une deuxième partie, nous étudierons tant la loi du 21 avril 1910, que celle du 9 septembre 1919 qui régissent les mines de pétrole sur tous les points où il n'a pas été expressément dérogé par la loi du 16 décembre 1922, et dans leur ensemble, les concessions minières de pétrole concédées avant la promulgation de la loi du 16 décembre 1922.

Dans une troisième partie, nous présenterons l'étude de la loi du 16 décembre 1922 régissant les exploitations d'hydrocarbures.

Dans une quatrième partie, nous verrons succinctement le régime juridique des exploitations de pétrole dans les colonies où il s'en trouve.



PREMIERE PARTIE

*Les espoirs de la France en matière de pétrole tant
dans la métropole que dans les colonies*

La nécessité de s'assurer une production de pétrole, oblige la France à des efforts et organisations dont notre loi est une manifestation. Mais quels sont ses espoirs en la matière et peut-on obtenir des résultats ? Certes, les données fournies à ce jour ne sont que géologiques et ne présentent pas toutes garanties. La géologie en matière de pétrole ne fournit pas les exactitudes qu'elle offre pour les autres minéraux. Néanmoins, des sondages effectués de ci de là, confirment la plupart des hypothèses émises.

En France, le sous-sol ne paraît pas receler de très importants gisements. Le pétrole n'y est pourtant pas absent. Sans parler de l'exploitation importante de l'échelbronn, s'étendant sur 44.000 hectares environ et fournissant à l'heure actuelle 70.695 tonnes d'huiles

lourdes, il faut citer divers points du territoire où des indices de gisements sont révélés et où à l'heure actuelle sont effectués des sondages. Un de ceux-ci fut particulièrement heureux dans la région de Galian, près de Cette, où le pétrole a jailli au premier sondage, les recherches se poursuivent sur l'initiative et sous le contrôle de l'Etat. D'autres sont entrepris dans le Puy-de-Dôme, aux Martres d'Artières et au Puy Gonelle, un autre est en cours en Seine-Inférieure à Ternières. Enfin, il faut signaler la découverte par une société civile d'un gisement important de gaz naturel à Vaux-en-Bugey.

Il existe donc dans la métropole quelques espoirs.

C'est surtout dans son empire colonial que la France peut espérer découvrir le pétrole nécessaire à sa consommation. Les données géologiques, les indices révélés, les premiers sondages effectués permettent tous les espoirs!

En Algérie, de toute antiquité l'on a connu l'existence de naphthe. A l'heure actuelle des régions sont en exploitation.

(1) Le Pétrole en France et dans les colonies, 1925. — Revue pétrolière du 24 janvier 1925. — Riboulet. — La mise en valeur de nos gisements pétroliers, Thèse Poitiers 1922.

Lecomte Denis, Le Pétrole en France, prospection méthodique, régions pétrolières à exploiter, 1924.

Paulin H. Le Pétrole, Recherches et indices de gisement de pétrole dans les colonies françaises et pays de Protectorat.

Rabichon, Le pétrole en Algérie 1921.

Elles se répartissent en trois contrées :

- a) Celle du Dahara ou des puits ont été forés en 1903 à Aïn Zeft.
- b) Celle de Tiliouanet, située au sud de Relizane;
- c) Celle de Bel Hacel.

Des prospecteurs, en ce qui concerne l'Algérie, sont arrivés aux constatations suivantes :

La partie de l'Algérie comprise entre Tènes et Tiaret à l'est et entre Oran et Sidi bel Abbès à l'ouest, révèle dans son sous-sol des gisements pétrolifères utiles répartis en huit zones.

1° La zone du Dahar Zaccar sur la rive droite du Chélif s'étend de l'oued Melah par le djebel Lakkaf à l'oued Ouachane et les trois palmiers, caractérisée à partir du Djebel Lakkaf jusqu'au Djebel Sidi el Kralti par une bande oligocénique qui surmonte le miocène. Cette zone marginale s'étend sur un parcours d'environ 30 kilomètres, et remplit toutes les conditions requises pour une intense accumulation pétrolifère. On estime que les profondeurs d'exploitation varieraient entre 600 et 1.000 mètres ;

2° Zone du Bel Hacel entre la rive gauche du Chélif et le chemin de fer de l'Hillil. Recherches à pousser au-delà de 1.000 mètres. Zone à huiles mères profondes. Rendement supposé moyen;

3° Zone du littoral du Golfe d'Arzew. Les recherches utiles devront être effectuées entre Saint-Louis et Saint-Léon et le long du Djebel Treck et Tourès. Le débit est supposé moyen.

4° Zone de l'Ouarsenis, de l'oued Riou à l'oued Mina par Zemmorah Mendès. Les huiles mères paraissent profondes et le rendement est présumé moyen.

5° Zone du Massif de la Mina s'étend de l'oued Mina à l'oued l'Hillil et de l'oued Malah au chemin de fer de l'Hillil Relizane, zone assez importante;

6° Zone des Beni Chougrane, de l'oued l'Hillil à l'oued Sidi Mebtoub. Les recherches utiles peuvent être effectuées au Djebel Kriouia au Djebel el Tartar, entre Sahouria Perregeaux et Saint-Denis du Sig. Recherches utiles à partir de 300 mètres. Le rendement est présumé moyen;

7° Zone du Tessala, la profondeur des gîtes est supposée partir de 300 mètres, le rendement est présumé moyen. La bande explorable paraît passer par Saint-Denis du Sig, la région de Saint-Lucien, celle de l'oued Imbert;

8° Zone de l'oued Mekerna à l'oued Mina. Zone affectée par le Massif du Tessala peu prospectée.

En outre les hautes plaines Constantinoises dans leur sud-est, révèlent la présence d'hydrocarbures. « La Constantine Oieldfields » s'y livre à des sondages dans les régions de Terdjona, de Djebel Greb et d'Ain Beida.

La production algérienne depuis 1920, date à laquelle ont été effectués les premiers travaux sérieux est en voie de croissance; de 609 tonnes métriques elle est passée, quatre ans après à 1.800 tonnes métriques. L'œuvre à accomplir y est immense, et malheureusement bien des moyens techniques font défaut. Il est à

noter cependant que de sérieux efforts se manifestent et qu'on espère sous peu, avec une nouvelle expansion de cette industrie, des résultats plus probants.

En Tunisie, l'on a entrepris depuis quelques années des prospections méthodiques. Les gisements semblent orientés de nord-est au sud ouest, de Tunis au Kef. Dès sondages s'effectuent à l'heure actuelle à Hougaia, à Medjez-el-bab et la Royal Dutch prospecte le Djebel Kebouch. Enfin, d'autres se continuent au sud de Bizerte et dans la presqu'île du cap Bon. Des indices certains sont découverts, mais il n'y a pas, jusqu'à ce jour de résultats positifs.

Au Maroc, l'on a à peu près la certitude de gisements pétroliers, mais il est à regretter que tout reste à faire. Avant la guerre, bon nombre de sociétés étrangères : le groupe Pearson, l'Anglo African Petroleum syndicate, la société hollandaise W. H. Muller, et le groupe Mannessmann, avaient entrepris des recherches, dont ils conservent précieusement et secrètement les résultats.

Depuis la guerre la cartographie du Maroc, par trop rudimentaire, particulièrement au point de vue géologique, vient d'être à peu près mise au point, elle autorise de nombreux espoirs. Au surplus des forages sont, à l'heure actuelle entrepris, dont les résultats certifient et consolident les pronostics. La société des recherches et forages en a entrepris au Djebel Tselfat, près de Petit Jean, au nord de Meknès, en 1920 elle obtint un premier résultat, un de ses forages fournit par intermittence le produit cherché. La Société Lille-

Bonnières-Colombes, vient d'en trouver au cours d'un forage de 300 mètres, à 25 kilomètres de l'ouezzan, entre l'ouezzan et Souk el Arba, enfin la Société de Beni Aïcha qui effectue des travaux dans les mêmes lieux a bon espoir dans la réussite future.

Que conclure de ces données? Qu'il n'y a point de pétrole en Afrique du Nord. Rien n'est moins certain et le contraire nous paraît plus probable. Il est vrai que les groupes américains et anglo-hollandais ont clamé que nos espoirs n'étaient qu'illusions, mais rien ne paraît justifier cette assertion. Quand on sait le nombre de forages qu'il faut effectuer dans des régions réputées pour contenir du pétrole avant d'aboutir à un résultat positif, on ne peut que s'étonner de la certitude des étrangers qui affirment qu'il n'y a pas de pétrole au Maroc, et peu dans le reste de l'Afrique du Nord.

Qu'en savent-ils? les travaux effectués en Algérie et Tunisie ont été jusqu'à ce jour insignifiants. Tout reste à faire, et les moyens d'investigations que l'on possède sont encore rudimentaires. Au Maroc, trois puits ont été ouverts. Est-ce suffisant pour juger les richesses d'un pays hier encore inconnu! Au surplus, à part les recherches entreprises par les sociétés françaises, la plupart de celles effectuées par des sociétés étrangères, le furent avec une négligence voulue, les Américains pas plus que les Anglais ne souhaitent y trouver du pétrole.

Au surplus, et pour illustrer nos dires, citons l'anecdote authentique suivante. Avant la guerre un

groupe anglais avait demandé le monopole des recherches de pétrole en Algérie. Il faut croire qu'il avait des raisons de supposer l'existence de gisements pétrolifères dans ce pays, le monopole lui ayant été heureusement refusé, il reboucha soigneusement ses sondages déclarant « *urbi et orbi* » qu'il n'y avait pas de pétrole en Algérie.

Sur cette grave question il faut conserver toute confiance et faire sienne les paroles de M^e Joleaud sur la politique du pétrole en Afrique du Nord : « Il est grand temps que soit reconnu l'intérêt national de la France à voir les recherches de pétrole dans ses possessions nord-africaines, effectuées par des groupes français. Complète abstraction doit être faite de tous les avis émis par des financiers ou des techniciens étrangers dont les intérêts sont forcément opposés des nôtres. En effet, bien peu de firmes, anglaise, néerlandaise, américaine échappent à l'emprise de deux grands trusts, qui tiennent essentiellement à ce que toutes les affaires du globe restent le plus directement possible sous leur contrôle absolu. Pour ces cartels, il n'est en aucune manière souhaitable que la France acquière les moyens d'assurer par ses propres ressources une partie notable de son ravitaillement en pétrole. »

Si l'Afrique du Nord porte en ses terres des espoirs nombreux et utiles, il en est de même de Madagascar (1). Ici l'on se trouve en présence d'une tradi-

(1) Revue pétrolifère du 24 janvier 1925.

tion établie de longue date relative à l'existence de gisements bitumeux. Depuis fort longtemps les indigènes de la côte ouest de Madagascar entre Majunga et Morondava récoltaient entre les roches, pour enduire leurs barques, un bitume visqueux. Cette exploitation rudimentaire n'a pas peu contribué à provoquer les recherches pétrolifères à Madagascar (1). Elles se sont poursuivies dans la région située au sud et sud-ouest de Majunga et à l'ouest de Tananarive. Malheureusement les sondages entrepris en 1903 et 1905 de façon défectueuse furent abandonnés. Une mission composée de MM. Bertrand et Joleaud, professeurs de géologie à la Sorbonne, fut chargée de rechercher dans cette partie de l'Ile, l'existence des gisements de pétrole. Bien loin de conclure par la négative, il estime que « des sondages profonds feraient découvrir une accumulation exploitable de pétrole conservée sous la couverture jurassique. »

A ces données s'ajoutent une note plus optimiste, il existe à Madagascar un gisement de grès bitumeux considérable dans la région de Bémolanga et de la Bikolosa, gisement dont l'existence n'est contestée par personne et qui constitue une source de première importance d'hydrocarbure. Un ingénieur des Ponts et Chaussées, M^e Hardel (2) étudie sur place l'organisation de son exploitation.

Pour Madagascar, la question se résume comme

(1) Le Pétrole de Madagascar, Annales des Mines, 1923.

(2) Revue pétrolifère, du 14 février 1925.

suit, à côté des possibilités d'existence de gisements pétrolifères, l'on constate qu'il y a des gisements de grès bitumeux dont l'exploitation, selon les conclusions de M^e Hardel s'effectuera sous peu.

Quant aux autres colonies, certaines semblent révéler l'existence de gisements pétrolifères. Au Cameroun, un seul gisement fut découvert jusqu'ici. Il se trouve à proximité du chemin de fer du Nord vers le kilomètre 7, au lieu dit Logobaba. Le débit paraît faible. Une exploitation allemande s'y était installée, elle abandonna le gîte au moment de la guerre. Le Commissaire de la République Française, résidant à Yaoundé, conclut dans le rapport qu'il vient d'adresser au gouvernement français, « que tout espoir ne semble pas interdit à une exploitation plus étendue, que s'offrent à tenter aujourd'hui divers groupes. » Dans les établissements français d'Océanie plusieurs régions sont considérées comme pétrolifères, de nombreuses demandes de permis de recherches viennent d'ailleurs d'être adressées à l'administration coloniale. Il est néanmoins à craindre pour ces pays, que la difficulté des moyens de transports, ne soit un obstacle à l'exploitation. Enfin, en Nouvelle-Calédonie, des suintements d'huiles minérales ont été constatés dans une région du Massif serpentineux du Piton de Pandof près de Koumak (Nord, Nord-Ouest de la colonie.)

Il est regrettable que les efforts des financiers et hommes d'affaires français ne se soient pas portés plus sérieusement sur ce but. Les données fournies par nos

colonies, oserions-nous écrire, sont presque des données naturelles et d'évidence, le travail des chercheurs y fut de maigre importance et déjà des résultats confirment bon nombre de nos espoirs.

Nous ne voudrions pas terminer cette courte étude des possibilités de production de pétrole, par la France où ses colonies, sans citer les espoirs que nous apporte un pays soumis au mandat français. Nous voulons parler de la Syrie. Au surplus tout le monde a présent à la mémoire les difficultés politiques que créèrent les pétroles de Mésopotamie, et dans cette lutte les pétroles syriens faisaient tacitement partie de l'enjeu.

Les études faites sur ce sujet sont encore imprécises il est vrai, les recherches en étant à leurs débuts. Mais, d'après un rapport établi par M^r Jesse-Roux, ingénieur géologue du gouvernement français à Beyrouth, il faut conclure :

1° A l'existence de gisements de pétroles. Sur ce point les affirmations de M^r Jesse-Roux reçoivent l'adhésion de géologues privés opérant pour des groupes français. Deux de ceux-ci viennent d'ailleurs de déposer des demandes de permis de recherches;

2° A l'existence de gisements de calcaires bitumeux pouvant être utilisés, soit par voie de combustion à l'état pulvérulent, soit en extrayant par distillation l'huile qu'ils contiennent, et qui est analogue au mazout. Ils paraissent s'étendre sur 300 kilomètres et apparaissent par bancs plus ou moins injectés, d'une épaisseur supérieure à 5 mètres, atteignant parfois 10

mètres et plus. Leur teneur moyenne d'huile est de 5,0/0.

3° Enfin à l'existence de 5 concessions en voie d'exploitation :

- a) celle des bitumes de Haslaya;
- b) celle d'asphalte de Kubert et de Soubasse;
- c) celle d'asphalte de Kessabet de Chamman;
- d) celle d'asphalte de Kefarie;
- e) celle de poix du Djebel Bichri.

On le voit, les ressources syriennes ne seraient-ce que par les concessions en exploitation sont loin d'être négligeables au contraire. Au surplus rien ne prouve qu'elles n'iront pas en augmentant au fur et à mesure que les explorations se poursuivent.

Les ressources et les espoirs de la France en matière d'exploitation de pétrole sont loin d'être négligeables. Les colonies apporteront sans aucun doute un large tribut à la mère patrie, si ce n'est la totalité de sa consommation. L'époque est terminée ou l'on considérait les dépendances coloniales d'un pays comme un simple marché, un débouché réservé aux habitants de la métropole. L'on conçoit enfin que Métropole et colonies ne forment qu'un tout, que ce ne sont que les différents membres d'une immense famille réunis, groupés par des collectivités d'intérêts et de sentiments !

Pour arriver à tirer une satisfaction pratique de ces espoirs, mieux, pour découvrir les gisements inconnus, pour inciter les chercheurs dont les grandes

illusions et les suprêmes désirs sont la possession de la mine, la métropole comme nous l'avons vu, fut obligée d'adapter sa législation minière régie par la loi du 21 avril 1810, aux nécessités de la pratique, elle effectua cette œuvre par la loi du 16 décembre 1922. Ce qui frappe le plus dans l'étude de cette dernière manifestation de législation minière, c'est son parallélisme, sa ressemblance frappante avec les principes des législations coloniales concernant l'exploitation minière, dont nous ferons une succincte étude.

Mais au préalable et pour saisir dans son entier la législation à laquelle est soumise l'exploitation des pétroles, il y a lieu d'étudier les lois du 21 avril 1810 et les modifications que lui apporta la loi du 9 septembre 1919, au surplus la loi de 1810 régit entièrement les concessions octroyées antérieurement à la promulgation de la loi du 9 septembre 1919, et pour celles concédées après cette date, elles sont soumises à la nouvelle forme de propriété minière qu'institue cette dernière.

DEUXIEME PARTIE

CHAPITRE PREMIER

Etude des principales règles du régime minier sous l'empire de la loi du 21 avril 1810, et auxquelles sont soumises les mines de pétroles concédées antérieurement aux lois du 9 septembre 1919 et 16 décembre 1922.

La loi du 21 avril 1810 est à la base même de notre régime minier. Sur toutes les parties où il n'a pas été expressément dérogé, c'est à elle qu'il faut se référer.

Elle régit les concessions de pétroles antérieurement concédées à la loi du 16 décembre 1922, sous réserves des modifications qui furent apportées pour certaines d'entre elles par la loi du 9 septembre 1919.

Bien des règles de la loi de 1810 sont encore en vigueur et s'appliquent aux mines de pétrole. Il est donc indispensable d'en faire l'étude pour posséder une idée complète du sujet. Nous ne pourrions non

plus passer sous silence la loi du 9 septembre 1919 à laquelle sont soumises toutes les concessions minières octroyées depuis cette date. Les modifications qu'elle apporte à la nature juridique de la propriété minière sont d'une importance telle qu'il faut en faire état. Loi du 21 avril 1810, loi du 9 septembre 1919, loi du 16 décembre 1922 forment un tout, un ensemble, d'où l'on ne peut sous peine d'incompréhension retirer l'une des parties.

Notre loi de 1810 n'a aucune attache avec le passé. Dans l'ancien droit d'on aperçoit tout au plus une tendance du pouvoir royal à obtenir un droit régalien sur les mines.

Le droit intermédiaire, imbu des principes individualistes, et de l'absolu du droit de propriété, remit la propriété de la mine au propriétaire du sol en y apportant certaines limites. Il adoptait nettement les principes juridiques découlant de l'accession. Tous les inconvénients de ce système ne tardèrent pas à surgir !

Une loi sur les mines s'imposait, son élaboration dura quatre ans, ce ne fut qu'à la 7^{me} rédaction que

(1) Aguiillon, Législation des Mines 1903, 2^e édition.

Georges Lévi, Précis de Législation Minière Française 1922.
Berthelemy, traité élémentaire de droit administratif 10^e édition 1923.

Hauriou Maurice, Traité élémentaire en droit administratif 11^e édit. 1924.

Rolland Louis, La situation juridique de l'exploitant des mines. - Revue de droit public 1911.

Planiol Marcel et Georges Ripert, Traité pratique de droit civil, Tome III, par Maurice Picard, 1925.

L'on aboutit, tant étaient grande la complexité du problème, et les oppositions de principe parmi les membres du conseil d'Etat.

La loi dans ses articles 1 à 4 fait une division tripartite des substances minérales et fossiles utilisées par l'industrie, elle les range soit dans la catégorie des mines, soit dans celle des carrières ou encore dans celle des minières.

Cette classification légale des substances minérales dépend de leur nature, et non point de leur mode d'exploitation. Sur ce point la jurisprudence est précise et constante. Elle n'a jamais admis que la forme d'exploitation puisse avoir une conséquence quelconque sur la classification.

Cette classification était indispensable pour déterminer la condition juridique des biens compris dans chacune des trois catégories. Les mines sont soumises à la concession, c'est-à-dire qu'elles ne peuvent être attribuées à un bénéficiaire qu'en vertu d'un décret gouvernemental. Les carrières et les minières, appartiennent de droit au propriétaire du sol, et ne sont soumis quant à leurs exploitations qu'à certaines autorisations purement administratives.

Il ne fut pas aisé au législateur de 1810 de satisfaire au plan qu'il s'imposait. Sa classification dès l'origine fut incomplète. Par la suite l'écoulement du temps accentua ce défaut excusable, car il lui était impossible de prévoir il y a plus d'un siècle, l'utilité de minéraux à cette époque sans valeur. La jurisprudence du conseil d'Etat s'efforça d'atténuer les con-

séquences de cet oubli involontaire en admettant que l'énumération des minéraux compris dans la classe des mines n'était pas limitative mais simplement énonciative !

Cela n'empêcha pas que dans bien des cas, et pour mettre fin à des controverses, le législateur ne fut obligé d'intervenir pour créer des lois d'espèces, et incorporer dans la catégorie des mines des nouvelles matières. Par contre, l'on a toujours admis que l'énumération des substances comprises dans les catégories des minières et carrières était limitative.*

Un droit primordial en matière de législation minière est le droit de recherche. Il s'impose en fait avec une évidence frappante, le gisement avant d'être exploité, doit avoir été découvert. C'est ce droit que s'efforce de réglementer non sans imperfection l'art. 10 de la loi, nous verrons par la suite que la loi du 16 décembre 1922 l'a remanié en consolidant les droits de l'explorateur. Ce droit appartient à toutes personnes qui se livrent aux investigations et recherches utiles à la découverte d'un gisement. Il ne faudrait pourtant pas trop limiter l'étendue de ce droit, il comprend non seulement les travaux de recherches proprement dit, c'est-à-dire ceux ne permettant ni « l'abatage » ou le « sortage » des produits, mais même ceux qualifiés « de travaux de reconnaissance » et qui se poursuivent dans le gisement pour en déterminer la qualité et l'allure générale. L'art. 5 interdit de transformer ces travaux en exploitation sous peine

d'infraction. Ce serait en effet un moyen de passer outre à la concession.

Ce droit de recherche peut être exercé.

a) Par le propriétaire superficiaire, ou une personne par lui autorisée ;

e) Soit par un tiers muni d'une autorisation administrative.

Le droit de fouille accordé au propriétaire semble bien découler de son droit de propriété, c'est un hommage qui lui est rendu, un souvenir du respect tout particulier qu'y portait Napoléon. Il s'en suit qu'il est un droit immobilier. C'est ce caractère que lui reconnaissait la cour de cassation dans un arrêt du 18 juin 1856 (1). « Le droit de recherche exercé par le propriétaire n'est pas un simple droit personnel, mais bien un véritable attribut de la propriété, un droit immobilier de sa nature, puisqu'il est inhérent à l'immeuble lui-même. » Il appartient au propriétaire, sans qu'il ait besoin d'une autorisation, et il peut en disposer comme bon lui semble. Son caractère de droit réel, fait qu'il est opposable, à tous autres par l'acquéreur de ce droit, notamment aux tiers acquéreur du fonds, sous réserve de sa transcription conformément à la loi du 23 mars 1855 (1).

L'administration ne peut exercer à l'encontre de ce droit que deux prérogatives, empêcher la transformation des travaux de fouilles en travaux d'exploita-

(1) Dalloz 1857, I, 421.

tion, et la vente des produits extraits sans autorisation.

Si le propriétaire met un veto, aux recherches que désire effectuer une personne, celle-ci peut obtenir l'autorisation du gouvernement qui substitue sa volonté à celle du propriétaire du sol sous les trois conditions suivantes :

- 1° Que le propriétaire du sol ait été entendu.
- 2° Que l'administration des mines ait été consultée.
- 3° Que l'explorateur ait payé au préalable une indemnité au propriétaire de la surface.

L'autorisation est donnée par décret rendu sur la proposition du ministre des travaux publics. La loi de 1810 avait laissé dans l'oubli la procédure nécessaire pour obtenir le décret ; la pratique administrative y remédia plus ou moins illégalement.

De ces recherches, des produits seront extraits, dont soit le propriétaire, soit l'inventeur pourront disposer, mais ce dernier, muni d'une autorisation administrative. L'administration sur ce point méconnaissait l'esprit même de la loi de 1810. La disposition des produits avant l'octroi de la concession, préjuge d'un droit de disposition inexistant. La propriété de la mine n'étant point dévolue, il y a impossibilité à laisser l'inventeur exercer un droit de propriété sur des fruits en réalité produits d'un bien sans maître. L'administration à l'encontre de ces principes instituait avec le permis de vente une redevance tréfoncière en faveur du propriétaire.

Cette redevance est illégale, car aucun texte ne la crée, et injustifiée, n'étant point pour le propriétaire du sol, soit le bénéfice d'un droit, soit une compensation à des détriments. Dans le cas où les recherches ont été faites par un inventeur muni de l'autorisation du propriétaire, la vente des produits, comme pour les autres cas nécessite une permission administrative, mais n'établit aucune redevance tréfoncière.

On le voit donc, le droit de fouille appartient de droit au propriétaire, en cas de refus, l'administration, qui, dans un but d'intérêt public se substitue au maître du sol. Pourtant ce droit, non limité dans son étendue, abandonné à l'arbitraire des propriétaires ou de l'administration, peut dans son exercice conduire à des iniquités. Il suffit de songer que les tiers, profitant des résultats des travaux effectués, par le premier explorateur peuvent en entreprendre, et prétendre à un droit sur la découverte.

Ces explorations nombreuses, diverses, et désordonnées peuvent avoir les plus grands inconvénients quand il s'agit des recherches effectuées par sondage. C'est pourquoi la loi du 16 décembre 1922 a organisé ce droit de fouille, en créant le permis exclusif de recherches.

Concession des Mines. — Une fois la mine découverte, il y aura lieu de procéder à son attribution; suivant le principe de l'article 5 de la loi du 21 avril 1810, nul ne peut prétendre exploiter un gisement minier sans un acte de concession, c'est-à-dire sans obte-

nir un décret rendu par le pouvoir exécutif avec avis du Conseil d'Etat.

Il existe pour l'obtention de la concession toute une procédure prévue par les articles 5 et suivants de la loi et condensée dans une circulaire ministérielle du 31 octobre 1898 que nous indiquerons brièvement.

Conformément à l'article 13, tout Français ou étranger, tout particulier ou société peuvent demander et obtenir une concession de mine. Remarquons que dans l'énumération ne sont prévus ni l'état, ni les personnes morales de droit public, quoiqu'on l'ait soutenu, il est difficile d'admettre qu'ils auraient pu bénéficier de pareilles prérogatives. La demande de concession, article 22, devra être adressée au préfet, qui l'enregistre sur un registre spécial, et lui donne une publicité par voie d'affiches.

La demande doit indiquer : les nom, prénoms, qualités et domicile du demandeur, la nature de la substance demandée, les limites du périmètre sollicité, la situation géographique de ce périmètre. L'indemnité offerte au propriétaire, à titre de redevance tréfoncière, et s'il y a lieu l'indemnité offerte à l'inventeur. L'instruction ministérielle exige en outre que l'on joigne un rôle des impositions du demandeur. C'est un mode bien désuet et naïf de constater sa capacité financière.

Elle est transmise à l'ingénieur en chef des mines qui l'examine tant au fond qu'en la forme, et la transmet à son tour au ministre. Si celui-ci estime qu'il y a lieu d'y faire suite, il rédige un projet de décret de concession qu'il soumet au Conseil d'Etat. Sur avis

favorable de la haute assemblée il rend son décret, et la concession est attribuée avec ses deux caractères particuliers et abusifs, gratuites et à perpétuité.

Conditions de concessibilité. — Quand on recherche les conditions de concessibilité il ne s'agit point de savoir si telle ou telle matière est concessible, la loi s'étant explicitement et formellement prononcée sur ce point. Il ne s'agit que d'évaluer la consistance, l'étendue et la valeur du gîte découvert. D'apprécier si son exploitation sera suffisamment lucrative et utile à la collectivité. Sur ce point l'administration jouit d'une liberté absolue. Le critérium qu'elle adopte est : qu'un gisement n'est concessible qu'autant qu'il y a certitude d'exploitation utile.

En outre, l'administration, agissant dans l'exercice des pouvoirs de police publique appartenant à l'Etat, quand elle a reconnu la possibilité de concessibilité d'un gisement, jouit des pouvoirs les plus discrétionnaires pour indiquer l'étendue de la concession, fixer le montant de la redevance due au propriétaire, et le montant de l'indemnité due à l'inventeur. Elle est libre d'insérer dans l'acte de concession, toutes les conditions présentant un caractère technique, administratif ou de police qu'elle jugerait utiles ou nécessaires.

Choix du concessionnaire. — Le gouvernement a une liberté absolue pour choisir comme concessionnaire qui bon lui semble. Une seule considération doit être un élément prépondérant de cette élection, c'est que

le choix effectué doit être celui qui satisfait le mieux à l'intérêt collectif, soit par suite des connaissances techniques du demandeur, sa puissance financière ou tous autres motifs.

Ni propriétaire du sol, ni inventeur, ne peuvent prétendre à un droit à la concession, où même à une simple préférence. L'État choisit en toute liberté.

Ce principe de liberté absolue dans le choix du concessionnaire, surtout lorsqu'il s'agit de concessions gratuites et perpétuelles n'est point exempt de reproches. Nous ferons nôtre la critique de M^e Aguilhon, ingénieur des mines, qui préconise le remplacement de ce système par celui de la mine à l'inventeur. « L'attribution de la mine à l'inventeur est un des principes les plus certains pour provoquer le développement de l'industrie; il n'y a pas de mines exploitées sans qu'elles soient connues, et elles ne peuvent être connues que par la découverte d'un explorateur. Pour celui-ci nul rémunération, nul indemnité ne vaudra l'attribution de la mine. Le mineur a l'esprit hanté de ces fortunes prodigieuses résultant de la découverte de certains gîtes ? » Ces considérations pratiques mais puissantes se sont enfin imposées. Nous verrons que le législateur moderne les a retenues. Dans la loi du 16 décembre 1922, il applique ce nouveau critérium, et n'attribue plus la concession, au demandeur jugé le plus qualifié. Les faits économiques et les nouvelles tendances en matière de régime minier militent en ce sens. Les effets salutaires de ce système, résultats obtenus dans les colonies, sont des arguments puissants en sa fa-

veur. Et que l'on ne prétende point que l'on sacrifie ainsi l'intérêt général, si les autres droits en présence obtiennent leur protection, si l'administration de la mine et sa gestion s'effectuent favorablement, l'intérêt général ne peut qu'en tirer lui-même profit.

Le choix du concessionnaire et l'obtention de la concession peuvent, dans un délai de six mois, suivant l'enquête effectuée par les mines sur la demande, faire l'objet de la part des tiers de demandes

- a) en concurrence,
- b) ou peuvent être attaquées sous forme d'opposition.

Les demandes en concurrence sont introduites sous formes identiques à celles exigées pour la demande de concession et soumises à la même procédure. Elles n'en diffèrent par aucune particularité.

Les demandes sous forme d'opposition ont lieu de deux façons :

- a) elles sont adressées au préfet si elles se produisent avant l'enquête;
- b) au ministre des travaux publics, si elles interviennent dans les six mois de l'enquête.

Elles doivent, dans les deux cas être notifiées tant aux parties intéressées qu'aux autorités par acte extrajudiciaire. Elles ont pour but de s'opposer à l'attribution de la concession, et sauf des cas exceptionnels d'être explicitement ou implicitement des demandes en concurrence.

Sur ces différentes demandes, les autorités administratives ont toute latitude pour statuer et octroyer

la concession à la personne de leur choix. Le décret de concession, peut faire l'objet d'un recours contentieux, sous la condition qu'il y ait un droit lésé.

Indemnité à l'inventeur. — La loi de 1810, refuse tous droits à l'inventeur. Il fallait cependant tenir compte de ses recherches et de ses efforts. La loi de 1810, loi de transaction, pourrait-on la qualifier, entre les droits en présence lui alloue une indemnité, qui est fixée par l'acte de concession, et n'est représentée que par des sommes modiques. En outre, il a droit au remboursement des dépenses occasionnées par ses recherches, dans la mesure de l'utilité actuelle, directe ou indirecte, que ses travaux ont donné à la mine, sous déduction des profits perçus par l'inventeur, par la vente autorisée des produits extraits.

Redevances dues au propriétaire. — Napoléon respectueux du droit de propriété, et hypnotisé par le droit d'accession, que l'on prétend appartenir au propriétaire, conçut le rejet du propriétaire à l'obtention de la concession comme une véritable expropriation. Rien n'était plus erroné, mais il est incontestable cependant que c'est cet esprit qui présida à la création de notre édifice minier. Par là s'explique la redevance tréfoncière, qui lui fut accordée « véritable coup de chapeau aux droits du propriétaire. » C'est un droit assez vague sur les produits de la mine (1). L'acte de concession en règle

(1) ART. 6, 17, 42, de la loi.

souverainement le montant nonobstant conventions contraires et préalables (1). Elle est généralement insignifiante, et s'acquitte en générale sous forme de rentes annuelles déterminées par hectares. Quelquefois elle est fixée par rapport au minerai extrait (Bassin houiller de la Loire). C'est un droit réel accessoire de la propriété. L'hypothèque qui grève celle-ci s'y étend.

Occupation des terrains de la surface. — Pour pénétrer dans son domaine souterrain et l'exploiter, le propriétaire de la mine est obligé d'occuper certains terrains environnants. Cette occupation peut s'effectuer de deux façons par arrêté préfectoral, ou par décret d'expropriation pour cause d'utilité publique, ce cas ne peut se produire que lorsque l'exploitant est dans la nécessité de modifier l'aspect extérieur des terres, soit en y faisant des travaux d'établissement, soit pour la construction de chemins de fer ou de canaux.

Par arrêté préfectoral, l'exploitant est autorisé à user des lieux qui lui sont nécessaires après que le propriétaire a été entendu dans ses dires. Le préfet reste juge de la nécessité de l'occupation.

Pour compenser cette véritable servitude créée par les exigences de l'exploitation, le propriétaire du sol a droit à certains avantages. Il peut, soit conserver la nue propriété et ne céder que la jouissance, qui est

(2) Avis du Conseil d'Etat, 27 décembre 1848. Lamé Fleury, textes annotés et Tribunal des Conflits, 5 novembre 1851.

estimée, au double du produit net de l'année, soit dans le cas où l'occupation a duré plus d'un an, où si le sol a été mis dans un état qui le rend impropre à la culture, exiger l'acquisition, qui devra être effectuée au double de la valeur du terrain.

Dégâts causés à la propriété superficielle. — Le concessionnaire est dans l'obligation de réparer tous les dommages causés par son fait à la surface, qu'il y ait juridiquement ou techniquement faute ou non, comme l'indique la cour dans un arrêt important, 4 janv. 1841, Dalloz 1842, 1, 396, qui depuis a fait jurisprudence (1). Cette responsabilité qui découle de l'art. 43 de la loi de 1810, est spéciale et particulière, elle ne peut en aucune façon être assimilée à la responsabilité du droit commun, qui exige pour exister qu'il y ait faute. La notion de faute est dans le système de la loi de 1810, complètement rejetée. Le fait du préjudice suffit pour établir juridiquement la responsabilité et donner droit, à sa réparation.

Quant au propriétaire de la surface il peut occasionner un préjudice à la mine. Le droit à la réparation est dans ce cas soumis au droit commun, il faut donc qu'il y ait eu faute.

Le droit du propriétaire de la mine. — La loi de 1810 établit le droit de propriété, et de propriété

(1) 16 novembre 1852 Dalloz 1853, 1.183. 3-février 1857; Dalloz 1857. I. 193, 17 juin 1857 et juin 1879.

absolue et perpétuelle du bénéficiaire de la concession. Le seul droit de l'Etat réside dans le choix du bénéficiaire. C'est l'idée qu'exprimait le rapporteur de la loi de 1810, Stanislas de Girardin : « La loi ne veut pas déclarer que la mine est à l'Etat, mais que le chef de l'Etat puisse seul en disposer. »

Le droit de propriété de l'Etat rejeté, on s'explique difficilement son droit de disposition. Il ne peut se justifier que par le système « dit du droit régalien », dont la raison profonde et que cette sorte d'attribution est faite en vue de la meilleure utilité sociale. Aimable façon de couvrir l'inanité et le préjudiciable de tout un système par une vaste raison dont on ne peut saisir les limites. Il est si aisé de satisfaire l'intérêt collectif, et il se satisfait si facilement par son silence, qu'on ne peut l'accepter comme critérium d'un système unique.

Il reste que le principe de la loi de 1810 est mauvais. On a allégué que la propriété absolue, et individuelle de la mine, est la seule raison de sa prospérité. Argument, facile, aucune expérience différente ne l'ayant mis à l'épreuve. Même ce critérium pratique prouvé, il n'en reste pas moins que la collectivité est lésée. Il est incontestable que la mine, comme le prétend M. Cauwès, tire la plus grande valeur du milieu où elle se trouve. Cette valeur, la collectivité la lui a donnée il est juste qu'elle en tire quelques bénéfices, et que ses droits ne soient point complètement sacrifiés. Au surplus, une exploitation par l'Etat n'est pas nécessaire, sans admettre cependant, comme en l'a

prétendu qu'il n'ait aucun droit à celle-ci. Il est aisé de trouver des formules économiques, lui permettant de tirer intérêt de cette exploitation. C'est à ce système que c'est arrêté la loi du 9 septembre 1919.

Les droits exorbitants du propriétaire de la concession sont ainsi définis par l'article 7. « Il (l'acte de concession) donne la propriété perpétuelle de la mine, laquelle est dès lors disponible et transmissible comme tous les autres biens, et dont on ne peut être exproprié que dans le cas et selon les formes prescrites pour les autres propriétés, conformément au code civil et au code de procédure civile. Toutefois, une mine ne peut être vendue par lots ni partagée sans autorisation préalable du gouvernement donnée dans les mêmes formes que la concession ». Qui peut douter, devant des termes si explicites, du droit absolu de propriété, appartenant à l'exploitant. Qui plus est, qu'en admettant qu'on établisse sur les mines un droit de propriété, encore eut-on dû lui donner un caractère personnel, distinct, ne serait-ce qu'à cause de la particularité de l'objet sur lequel il porte. Qui oserait comparer une mine à un champ ? C'est pourtant cette erreur inqualifiable que commis le législateur de 1810, il assimila entièrement deux propriétés, dont les différences techniques sont si importantes. En outre, et ce faisant, il ne satisfaisait à aucun des intérêts généraux qui gravitent autour des mines. Bonnes ou mauvaises gestions, une fois la mine concédée, l'Etat perdait tous moyens de contrôle. Ce Bien dont l'exploitation est particulièrement utile à l'in-

intérêt général, et autour duquel gravitent les intérêts et les besoins industriels, demeurait sous la domination d'un seul, libre d'en faire l'usage qu'il désirait, les intérêts des mineurs, ceux de la collectivité, en étaient ignorés. L'administration ne possédait pas de droits. Elle ne pouvait se prémunir contre cette absence que par l'adjonction de contrats à l'acte de concession, qui lui eussent accordés certains avantages en compensation de l'attribution purement gratuite de la mine. Le statut légal de la mine enchâssé dans des textes positifs, ne les autorisaient point et les entachaient de nullité. Le droit de l'Etat se résumait au choix du concessionnaire. Cet acte accompli ses pouvoirs et ses droits étaient épuisés. Certes, cette propriété étant créée pour un acte administratif, l'administration gardait sur elle un droit de contrôle, que la force et la transformation des idées augmenta continuellement.

Il n'en restait pas moins qu'elle demeurait une propriété (1), conçu selon les règles juridiques du droit civil, et présentant deux caractères particulièrement choquant : d'être perpétuelle et gratuite. Cette gratuité ne se concevait point, et ne se justifie pas. Les socialistes non sans raison lui adressèrent des reproches fondés et véhéments. La perpétuité ne se concevait pas mieux si l'on veut bien envisager qu'en cas de mauvaise ou d'inutile gestion, l'Etat, et par

(1) M. Mauriou en sens contraire, il y voit une propriété spéciale, a caractère nettement administratif.

lui nous entendons la collectivité, était tenu de la souffrir, sans pouvoir y porter remède. Or, ces biens particulièrement limités en nos pays, exigent dans l'intérêt social une gestion utile et à pleins résultats, une exploitation intensive. Le courant des idées, l'application de principes juridiques nouveaux, le développement toujours grandissant d'un droit collectif, limitant et s'opposant au droit individuel, tout se révoltait contre ce privilège exorbitant ! Depuis la création du code civil, sous le choc des forces économiques, nécessitant l'association, des individus et des capitaux, opposant des forces à des forces, des groupes à des groupes, et écrasant l'individualisme outrancier et égoïste cher aux générations révolutionnaires, limitant, sacrifiant l'intérêt de l'unité, à celui de la totalité, les cadres désuets des institutions juridiques se craquent et se fracturent. Ces conceptions sur le droit de propriété, pierre fondamentale, de notre édifice législatif, principe sacré, auquel l'on osait, il y a vingt ans à peine, porter atteinte, se transforment et l'évolution, comme le fait remarquer élégamment et judicieusement M^e Picard, se poursuit dans un sens contraire, aux conceptions du Code civil : « Le code civil a défini le droit de propriété, droit absolu, et lui a assigné pour objet les choses corporelles. L'évolution s'est poursuivie par un renversement de ces deux propositions : l'intérêt général conduit le législateur à limiter de plus en plus le droit lui-même, tandis que le développement des forces économiques l'obligeait à l'étendre sous des formes nouvelles, à des biens qui,

apparaissant sur la scène économique, demandaient à être juridiquement protégés. Et l'on peut dire que le domaine de la propriété s'est accrue à mesure que l'intensité du droit s'atténuait. » L'administration, elle-même s'efforça de pallier aux inconvénients de la législation, en tournant la loi. Se servant de son droit d'élection, elle n'accepta de nouveaux concessionnaires qu'en exigeant d'eux des compensations ou des avantages, ou en les forçant d'exécuter certains travaux n'ayant que des rapports indirects avec la gestion de la mine. Le Conseil d'Etat se refusa à consacrer la validité des moyens employés, et à sanctionner les contrats adjoints aux actes de concession. Mieux et pire tout à la fois, l'on pût assister à ce phénomène, unique et extraordinaire d'une loi que le gouvernement et le Parlement se refusèrent à appliquer. L'on n'octroya plus de concessions. Il est vrai que ce moyen terme n'était employé, que comme une mesure de précaution, et temporairement. Malheureusement, par suite de la lenteur des travaux parlementaires, et aussi des circonstances, la réforme projetée ne put avoir lieu que fort tardivement le 9 septembre 1919 et encore partiellement.

Il n'en reste pas moins que les mines de pétroles et de bitume, mises en exploitation avant le 9 septembre 1919, restent soumises même actuellement à cette législation. Ceci n'est pas sans entraîner de graves inconvénients qui tiennent en plus du système défec-

tueux de la loi de 1810, à la nature de la matière exploitée.

Nous devons en outre faire remarquer que la loi de 1810, sacrifia non seulement les droits de l'Etat, mais encore ceux de l'inventeur. Un courant de législation vient de reconnaître les droits de la collectivité, une autre simple tendance, mais significative de l'esprit, qui anime le législateur actuel, reconnaît ceux de l'inventeur. Ne sont-ce point là les prémices, des conceptions juridiques, qui seront à la base d'une refonte complète et tant désirée de notre système minier.

CHAPITRE II

Etude de la loi du 9 septembre 1919, et des transformations qu'elle a apportées au régime juridique de la propriété minière.

La loi du 9 septembre 1919 apparaît comme édictée sous l'empire des circonstances, pour mettre fin à des coutumes administratives incontestablement illégales, et aux inconvénients graves de la loi de 1810. Celle-ci avait réglé les différents entre droits du propriétaire de la surface et celui du sous-sol, et en compensation des efforts de l'inventeur lui avait alloué une indemnité. Elle apparaît comme le résultat d'un compromis entre différents droits, et participe à tous ses inconvénients. Etabli dans le but de satisfaire tout le monde, il ne répond en général pas à cette haute destinée, et ne crée qu'une période d'attente factice. Sur-tout la loi de 1810 créait une propriété inconcevable en la matière, et lésait entièrement les droits de l'Etat.

La loi du 9 septembre ne s'attaque qu'au principe de la propriété des mines. Ses directives, ses ordres devront s'appliquer à toutes les mines quelles qu'elles soient, sans tenir compte de la matière exploitée. En un mot, elle régit désormais la possession des mines, qu'elle a limitée dans les deux caractères apparaissant précédemment les plus injustes, et les plus défectueux, celui de la gratuité et celui de la perpétuité des mines. Elle s'applique donc, dans son objet, aux mines de pétroles découvertes où qui seront découvertes à partir de sa promulgation. Sa connaissance s'impose donc dans l'étude du système juridique auquel est soumis cette exploitation.

Première manifestation d'une œuvre de refonte totale du régime minier, elle se présente avec un caractère spécialisé et cantonné aux objets qu'elle se propose. Au milieu de la foule de questions, de litiges, que fournit la complexité d'un statut minier, elle n'a voulu retenir que ceux intéressant les questions de propriété.

Le caractère spécialisé de cette loi explique ses imperfections, et surtout ses incertitudes théoriques. S'attaquant à des principes essentiels de la législation minière, elle ignore les vues doctrinales, les principes

Picard Maurice, Tome III du Traité de Droit Civil Français, de M. Plancol et Réport, 1925. — Georges Levi op. cité. — Berthélemy, op. cité. — Hauriou, op. cité. — Rolland Louis. Les nouvelles concessions des Mines, revue du droit public et de la Science politique 1920.

Bouquet des Modifications récentes à la liquidation Minière, Thèse Paris 1924.

directeurs, aussi bien dans son texte que dans ses travaux préparatoires ou ses discussions. Les différentes solutions acceptées n'apparaissent que comme dictées sous l'emprise d'idées politiques, ou de satisfaction à donner à des circonstances de fait. Le législateur ne s'est point soucié de fournir à l'interprète un instrument lui permettant de résoudre les difficultés à surgir, même en se servant de l'esprit de la loi, il lui laisse le soin de le découvrir, et rien n'est moins incertain que la valeur de semblable découverte ! Il n'avait qu'une excuse exprimée par le rapporteur, M. Perrier (1). « Il fallait faire vite, et en outre faire une réforme à caractère limité, une réforme totale en raison de la multiplicité et de la complexité des questions soulevées, risquerait de ne pas aboutir à bref délai ». Mais hélas, au point de vue législatif la rapidité ne permet guère la perfection.

Cette loi ne porte atteinte qu'à deux principes généraux de notre législation minière, sous l'égide de la loi de 1810. La perpétuité et la gratuité de la concession. En outre, et à un point de vue spécial elle décrète par son article 5 que dorénavant l'exploitation des mines est un acte de commerce, transportant ainsi cette manifestation de l'activité sociale du domaine civil au domaine commercial. D'autre part, l'article 5 présente cette particularité d'avoir un caractère rétroactif, et de décréter la commercialité même pour

(1) Annexé au procès-verbal de la séance du 2 août 1918. Chambre des députés, 11^e législature. n° 4298.

les mines exploitées antérieurement à la promulgation de la loi. L'étude de ce texte et de ses conséquences, se rattachant à un objet spécial non inclue dans notre étude, nous nous contentons de le citer sans plus l'approfondir. Enfin, elle présente certaines innovations moins importantes, mais non moins intéressantes. Nous n'indiquerons ces dernières que pour mémoire, risquant de déborder notre cadre en les analysant plus complètement. — Elle prévoit formellement la possibilité d'exploitation des mines, tant par l'Etat que par des personnes morales du droit public. Institue la participation des ouvriers mineurs aux bénéfices. Crée le Conseil supérieur des mines.

La loi de 1919 sauf son article 5 n'a naturellement point d'effet rétroactif. Elle ne régit que les nouvelles concessions, c'est-à-dire celles octroyées depuis sa promulgation. Ces dernières ne pourront plus être perpétuelles mais temporaires, ni gratuites, la participation de l'Etat aux bénéfices, sous certaines modalités, y étant formellement prévue. L'on n'a point voulu, bien à tort pensons-nous, et ainsi qu'il ressort des travaux préparatoires, porter atteinte aux prétendus droits des anciens concessionnaires. Le législateur, par suite d'une erreur juridique, s'est convaincu faussement que ces derniers tenaient leurs droits d'un « contrat », et c'est à chaque instant que l'on rencontre ce terme dans ces travaux, auquel le principe du respect qui leur est dû, et de l'exécution intégrale des obligations librement et volontairement consenties, empêcher de porter atteinte. Rien n'est moins er-

roné, l'ancien concessionnaire ne possède ses droits et prérogatives que d'une loi d'un texte législatif, la loi de 1810, le seul rôle de l'administration, comme nous l'avons démontré, est d'accorder à qui bon lui semble, la concession, mais cet octroi accompli, il n'y a pour elle aucune possibilité de modifier les caractères juridiques de la concession. Or, un principe de notre droit constitutionnel, est qu'une loi peut toujours défaire, ou porter atteinte aux droits découlants d'un texte législatif antérieur ! L'on aurait pu s'en souvenir car nous nous trouvons par suite de cette erreur en présence de deux régimes miniers, mieux, de deux propriétés minières différentes et opposées. Cette dualité ne peut devenir que source de conflits et difficultés. Comme certains bons esprits le prétendent on y peut découvrir une inégalité, par suite des charges imposées aux nouveaux exploitants, et dont les anciens sont exempts.

Le droit de choisir l'exploitant appartient toujours à l'administration qui ne devra se guider dans son choix, qu'en considération de la meilleure satisfaction à donner à l'intérêt public. Son choix, et nous allons sur ce point rencontrer des innovations, peut porter sur des particuliers, cas rare sinon impossible, car le cahier des charges annexé au décret du 21 avril 1920 créé pour déterminer les conditions d'application de la loi prévoit la substitution obligatoire du particulier par une société, soit sur l'Etat lui-même, soit sur des personnes morales de droit public (département, commune, etc.). L'on a rejeté lors de la dis-

cession du texte tous les systèmes portant atteinte aux droits d'élection de l'administration et prévoyant, le choix obligatoire de l'inventeur, où la mise en adjudication pour une durée limitée et sous les conditions prescrites par la loi, du gisement à concéder. Ces rejets s'expliquent, par le désir exprimé par M. Loucheur, ministre de la reconstitution, de faire vite et de ne pas mettre en cause tous les principes juridiques de la loi du 21 avril 1810.

La transformation la plus absolue, et aussi la plus opposée à l'esprit de la loi de 1810, fut effectuée dans le caractère juridique de la propriété minière. La loi de 1810 avait fait de celle-ci une véritable propriété soumise aux règles du droit civil, ou tout au moins s'y rattachant très fortement. Très justement elle lui avait donc reconnu un caractère perpétuel. Désormais, cette perpétuité disparaît, la concession ne pourra être accordée qu'à temps et sous certaines conditions.

Une fois cette propriété octroyée et gratuitement, son bénéficiaire en jouissait librement, bien que des lois successives se soient attachées à porter atteinte à sa liberté, mais elles présentaient toutes un caractère plus administratif que juridique. Les obligations qu'il supportait avaient été déterminées législativement, il n'était point possible de les augmenter ou d'en transformer le caractère. Désormais, au décret accordant la concession, la loi prescrit de joindre un cahier de charges indiquant : la durée de la concession, les cas dans lesquels la déchéance pourra être encourue pour inobservation des conditions gé-

nérales ou particulières imposées, les conditions de renouvellement, les formes de la notification adressée par l'administration au concessionnaire vingt-cinq ans avant la fin de ses droits pour lui faire savoir si elle entend ou non lui renouveler sa concession, les mesures à prendre en cas de non renouvellement pour assurer l'entretien et l'exploitation du gisement concédé dans des conditions normales de gestion jusqu'à la fin de la concession, les conditions financières de la participation de l'Etat aux bénéfices, les conditions d'établissement, d'application, de révision du bordereau des salaires minima des ouvriers de la mine, le montant du capital initial de constitution, si le concessionnaire est une société, les conditions particulières et déterminées par l'administration à la concession accordée.

On le voit, à l'acte de concession, au caractère légal de la législation de 1810 succède un acte de concession avec certains caractères contractuels. L'Etat impose des obligations, se réserve des avantages.

Il ne faudrait pas cependant exagérer le caractère contractuel de l'acte de concession. Si tel fut la conception d'une bonne partie du Parlement et du rapporteur qui qualifia non sans exagération « La concession des mines de contrat synallagmatique », elle ne se dégage pas aussi nettement de l'étude des textes positifs. La situation faite au nouveau concessionnaire n'est pas entièrement contractuelle. Toutes les parties de la loi de 1810 qui n'ont point été modifiées par la loi du 9 septembre 1919 (classification des substances rap-

ports du concessionnaire avec le propriétaire de la surface, et l'inventeur, relations avec l'administration des mines) et qui régissent actuellement toutes les concessions de mine, quelque soit la nature de la matière exploitée, conservent leur statut légal. La loi du 9 septembre 1919 a créé en outre des obligations (durée de concessions pour certaines natures de mines, modalités de la participation aux bénéfices de l'Etat et des ouvriers), qui, par cela même qu'elles sont enchassées dans un texte législatif prennent un caractère légal. En poussant l'analyse et en s'attaquant aux cahiers des charges, annexé aux nouvelles concessions, il y a lieu de distinguer, entre les différentes obligations qu'il impose. Le législateur, et cette volonté résulte des travaux préparatoires, a voulu confectionner un cahier des charges type, se présentant avec un caractère d'absolu, en ce sens qu'il est obligatoire pour toutes les concessions et d'identité, car quelque soit la nature de la concession, il reproduit, ne varietur, un certain nombre de clauses types. A ces clauses le ministre s'est engagé à ne point porter de modifications sans consultations parlementaires. Elles sont cristallisées en leur forme actuelle, chaque concessionnaire est obligé de les accepter sans pouvoir les discuter, son adhésion suffit et est nécessaire! La libre volonté de chaque contractant, élément primordial, indispensable du contrat n'existe pas. Certains auteurs admettent que le fait de l'adhésion emporte en lui seul une manifestation de volonté significative de l'indépendance et du libre arbitre de chaque contractant. N'est-ce

point diminuer par trop le rôle de celui-ci, et ne doit-on point prendre en considération, les circonstances extrinsèques. N'existe-t-il point une nécessité de fait, il est vrai, mais particulièrement impérieuse, pour le futur concessionnaire, conscient de son impuissance, et allécher le mirage des résultats à venir du bien qu'il projette d'exploiter. Le contrat d'adhésion est un contrat spécial, particulier, dans lequel, le rôle et l'influence de la volonté contrairement aux contrats ordinaires joue un rôle insignifiant quand elle n'est point absente ! De ces clauses imposées, nous devons à la vérité dire qu'elles sont les plus nombreuses et les plus importantes.

Quant à la partie vraiment contractuelle, c'est celle qui se réduit aux clauses pouvant être imposées en vertu du paragraphe 12 de l'article 2 de la loi. Elles concernent les conditions particulières à la concession et sont différentes pour chaque nature de mines et résultent d'un accord avec l'administration.

On se trouve ainsi devant une nature juridique fort diverse. Pour la plus grande part la situation du concessionnaire est une situation réglementaire légale, découlant de la loi. Pour une part infime elle est une situation contractuelle.

La nouvelle loi ne détruit point seulement le caractère perpétuel et gratuit de la concession minière, elle n'accorde pas seulement le droit à l'administration d'imposer les obligations qu'elle jugerait nécessaire, elle s'attaque surtout à la nature juridique de la propriété minière. La loi de 1810 avait reconnu non sans

erreur ni inconvénient un droit de propriété sur les mines identique dans ses caractères généraux au droit de propriété du Code Civil. De façon à détruire jusqu'à ce souvenir le législateur désira qualifier d'un terme particulier le droit du concessionnaire sur la mine. Il le dénomme « un droit immobilier ». Il apparaît dans nos institutions juridiques comme une nouveauté. Il est inassimilable aux droits réels connus jusqu'à ce jour, et les comparaisons que l'on a voulu faire avec les droits d'usufruit et d'emphytéose sont exagérées. Car il en diffère, d'abord par les modes de constitution et d'extinction, ensuite par cette distinction importante, qu'usufruitier ou emphytéote ne peuvent user de la chose sans en diminuer la substance, tandis que le concessionnaire est dans la nécessité inéluctable de consommer cette substance même. Il apparaît comme un droit réel susceptible d'hypothèque, intransmissible et temporaire ! Il s'apparente très fortement, aux droits appartenant à l'exploitant des chutes d'eau, et il procède de la même conception juridique.

Mais si la mine n'appartient point au concessionnaire ? Qui donc peut se prévaloir sur elle, d'un droit de propriété ? L'on ne voulut point accorder explicitement cette propriété à l'Etat. Un contre-projet de M. Margaine instituant celle-ci fut même repoussé. A la vérité, l'on se refusa, peut-être par crainte de grosses susceptibilités politiques, de se prononcer sur cette grave question, mais on laissa volontairement à cette idée toutes portes ouvertes pour son adoption future. L'on s'efforça dans les termes, à couvrir, mieux à dis-

simuler ce droit de propriété de l'Etat. Et pourtant, les travaux préparatoires sont bien significatifs. Ce fait, de ne pas accepter un droit de propriété pour le concessionnaire, mais pour son usage créer un soi-disant droit immobilier particulier aux caractères flous, mieux la rectification demandée par M. Laffont et acceptées des Chambres, en sont des preuves. Dans le texte de l'article indiquant « qu'à la fin de la concession les mines retourneront à l'Etat, l'on avait primitivement employé au lieu et place du terme « retourneront », le terme « appartiendront », M. Laffont demanda de changer celui-ci par « retourneront », alléguant que le mot « appartiendront » pouvait faire croire à une propriété ne prenant naissance au profit de l'Etat qu'à la fin de la concession, tandis que le terme de « retourneront » appelait à l'esprit une idée de rétrocession.

Ces indications, la disparition des caractères essentiels des droits de propriété de l'ancienne concession, les droits nouveaux reconnus à l'Etat, son contrôle incessant, sa main-mise administrative, font entrevoir un véritable droit de propriété en sa faveur, droit que l'on a craint d'affirmer, ne serait-ce que pour ménager les traditions. La loi du 9 septembre 1919 apparaît comme un avant-projet de la domanialité ! Malgré ses défauts, elle procède, croyons-nous, d'un concept juridique tout à la fois juste et utile, elle supprime enfin les erreurs et surtout les conséquences graves du régime précédent. Sans admettre la gestion de la mine par l'Etat, n'était-il pas indispensable, vu la complexité, et la multiplicité des droits en présence, dans

les exploitations de mine que l'Etat y joue son rôle de contrôleur et d'arbitre? N'est-ce point une équitable compensation, que la part de bénéfice qu'il trouve dans l'exploitation d'un bien qu'il concède en vertu des attributs de sa souveraineté, et qui tient la plus grande partie de sa valeur de l'œuvre de la collectivité prise de ses éléments présents et passés !

Nous ne voulons point terminer sans indiquer brièvement la participation de l'Etat et du personnel aux bénéfices de la mine. Ces participations découlent des articles 8 et 9 de la loi. Les détails d'application sont indiqués par le cahier des charges type. Les points qui sont l'objet d'une réglementation spéciale portent :

a) sur le taux de l'intérêt cumulatif alloué au capital investi dans l'exploitation et non remboursé au-dessus duquel l'Etat et le personnel rentrent en participation;

c) l'échelle progressive d'après laquelle est calculée la part revenant à l'Etat et au personnel;

b) les conditions dans lesquelles les participants viendront au partage en cas de liquidation ou de cessation d'exploitation.

La loi du 9 septembre 1919 procède de principes juridiques nouveaux en matière de législation minière. Sans avoir osé l'avouer elle applique à la propriété minière de principe de la domanialité. Principe mitigé, déguisé, mais établi. Les Participations qu'elles instituent ne méritent ni critiques ni défenses, elles se justifient d'elles-mêmes. Elles sont, en ce qui concerne l'Etat la rétribution qui lui est due par suite de la

valeur économique donnée aux biens miniers par la collectivité, et aussi par la compensation à l'octroi de concession, dont la gratuité ne s'expliquait pas. Cet abandon en toute propriété à l'heureux bénéficiaire d'un bien pour le moins producteur de richesses dans l'avenir, sans établissement d'obligations favorables à la collectivité, apparaissait comme illégitime et injuste, ces caractères avec le développement des idées modernes ne pouvaient que s'accroître et par là même disparaître. Cette loi régissant la propriété minière, l'on en saisit toute l'importance pour les nouvelles exploitations pétrolifères soit dans la métropole, soit en Algérie.



III. PARTIE

La Recherche et l'exploitation des Gisements de Pétrole. — Loi du 16 décembre 1922.

La loi du 16 décembre 1922 n'est que la continuation des remaniements miniers qui se poursuivent en l'absence d'une refonte générale de notre régime réclamé depuis le début d'application de la loi de 1810. Lors du vote de la loi du 9 septembre 1919, l'on avait promis le dépôt de projets destinés à résoudre des questions graves urgentes et défectueuses de notre régime, telles que classification des gîtes minéraux, contrôle sur les prix des matières extraites, exportation, etc. Hélas ! l'esprit de suite n'est point la qualité maîtresse du législateur contemporain, dont le dilettantisme, aime à papillonner sur de multiples questions sans en approfondir la complexité, ni mettre un terme à leur urgence. Son tempérament et ses désirs se satisfont mieux des mesquines luttes politiques journalières, et de l'éphémère des questions soi-disant à l'ordre du jour ! Le projet de refonte générale ne fut jamais dépo-

sé sur les bureaux de la Chambre et du Sénat, les réformes partielles furent différées. Dans une matière particulièrement grave intéressant tout à la fois le domaine économique et politique du pays et où adversaires se retrouvent en des luttes sincères, le silence le plus absolu se fit après l'effort de 1919 (1).

Sur un seul point le législateur daigna faire l'effort nécessaire pour adapter la législation minière aux nécessités matérielles et techniques de l'exploitation des pétroles. Il le fit par la loi du 16 décembre 1922. Encore ne fallut-il rien moins pour qu'il accomplisse cette œuvre, que l'importance économique de l'objet de la loi. L'essor du pétrole ne peut être comparé qu'à celui de la houille dans la deuxième moitié du XIX^e siècle, les mêmes conséquences politiques, les mêmes visées d'hégémonie mondiale se retrouvent. La crainte plus réelle, hélas ! qu'apparente, d'une véritable vassalité vis-à-vis de deux gros consortium, véritable mammoth capitalistes, suivant la forte et amusante expression de M. Charles Gide, les déboires éprouvés dans de multiples accords politiques et surtout une forte et vibrante campagne par la presse et

(1) Citons cependant les propositions suivantes à la Chambre des députés : 1^o). Celle concernant le régime des mines de potasse d'Alsace.

2^o). Celle tendant à la nationalisation complète des mines (Durafour, 12 avril 1920, N^o 671. Basly 10 février 1921, n^o 211.

3^o). Celles concernant le régime commercial et douanier des Pétroles. Rapport Ajam, 30 juin 1921, n^o 2934, 22 décembre 1921, n^o 3618, et 22 mai 1922, n^o 4619.

par le livre (1) furent les leviers de cette œuvre législative.

L'exploitation des pétroles se présente avec une technique spéciale, pleine de difficultés et de déboires. Elle demande des adaptations multiples, des organisations complexes, des efforts constants, pénibles et souvent stériles; enfin tout un groupement de forces économiques et d'instruments de travaux et de transports, qui découragent l'explorateur, quand ils ne désespèrent point au préalable et plus aisément les capitalistes peu soucieux de confier leurs deniers à des exploitations aussi hasardeuses. Bien des nations devant des difficultés semblables préférèrent s'engourdir en de douces torpeurs, et demander à l'étranger la satisfaction de leurs besoins. Ce fut l'exploitation toute particulière de ce produit ou fleurit le trust dans ses formes les plus complètes, les plus puissantes et les plus absolues, et dont la souveraineté appartient à deux grandes compagnies : La Standard oil Petroleum Compagny (groupe américain Rockefeller Pierpont Morgan) et la Royal Deutsch (groupe Anglo-Hollandais) qui inquiéta les nations étrangères, en leur démontrant la formidable puissance politique de ces concentrations industrielles.

La guerre avait en outre établie la nécessité d'un approvisionnement à la fois continu et certain en hydrocarbure. La France se trouvait dans ces conditions ! Si

(1) La campagne tant au Sénat que dans le pays fut particulièrement dirigé par M. le sénateur Bérenger, auteur de différents accords politiques de la matière. Voir son ouvrage *La France et les Pétroles*.

les richesses pétrolifères paraissent peu importantes sur le territoire de la métropole il n'en est pas de même aux colonies où elle possède de sérieux et féconds espoirs. Elle se trouve dans une situation satisfaisante, lui permettant de mettre un terme, ou de diminuer la gravité de son ingérence passée, tout en mettant à profit une nouvelle source de richesses dont les revenus bénéficieront par contre-coup à la collectivité.

Mais il fallait l'instrument législatif nécessaire et indispensable pour accomplir un tel ouvrage. Instrument sans lequel toutes œuvres sont vaines et incertaines. Dès avant l'élaboration de la loi qui s'est particulièrement fait attendre, remarquons-le, et qui ne concerne que la France et l'Algérie (1) des décrets étaient intervenus pour régler la question dans certaines colonies (2).

La loi du 16 décembre 1922 contrairement à l'habitude, les créations législatives en matière minière, donnant lieu à des luttes âpres et violentes, entre modérés et socialistes, les idées et principes de cette école étant particulièrement intéressés par les solutions à donner à ces problèmes, ne serait-ce qu'au point de vue des droits de la collectivité ou de ceux

(1) Cependant il faut noter que dès le mois d'avril 1920, M. Lefebvre, député d'Alger, avait déposé un projet de loi concernant la recherche et l'exploitation des concessions de pétrole en Algérie. Proposition du 29 avril 1920. Annexe 859.

(2) Décrets du 21 décembre 1920, pour Madagascar.

Décrets du 5 mars 1921, pour l'Afrique Occidentale Française.

des mineurs, groupe important et agissant du prolétariat, fut votée sans difficulté, sans discussion, nous devrions presque dire dans l'indifférence générale, ne donnant lieu qu'à de brefs rapports de quelques députés et sénateurs intéressés à ces questions, qui firent accepter leurs idées et leurs conceptions, avec la plus grande aisance et sans lutte (1).

L'objet de la loi est particulièrement limité, il ne concerne que les pétroles et gaz combustibles. Si elle s'attaque à nouveau au vieux monument qui est la loi de 1810, ce n'est que pour l'adapter à l'exploitation des gisements pétrolifères, ses dispositions sont peu nombreuses mais intéressantes. Pour les points sur lesquels il ne fut pas expressément dérogé, ce sont les principes de la loi organique du régime minier, loi du 21 avril 1810, qui continuent à s'appliquer, sous

(1) A l'origine de la loi nouvelle se trouve un projet du gouvernement déposé le 12 avril 1921. (Chambre des députés, annexe n° 2840), par MM. Le Trocquer et Doumer, ministres des Travaux publics et des finances. Ce Projet a fait l'objet d'un rapport de M. Raynaldy, du 16 juin 1921, annexe 2807. Ce rapport ne fut jamais discuté, mais son texte fut repris dans une proposition de MM. Raynaldy et Bernier, déposé à la Chambre des députés, le 19 janvier 1922, Annexe n° 3707. De cette Proposition, est issue la loi nouvelle. Rapport de M. Bernier du 28 février 1922, Annexe n° 3982. Adoption sans débats par la Chambre des Députés à la 2^e séance du 28 mars 1922. Rapport de M. le Sénateur PCazals, du 30 juin 1922. Annexe n° 464. Adoption sans débat par le Sénat à la séance du 7 décembre 1922.

Bibliographie. — Bouquet, ouvrage cité. — Riboulot, La Mise en valeur de nos gîtes pétrolifères, Thèse Poitiers 1922. Rolland Louis, La Recherche des Pétroles et son exploitation Revue du droit public, et de la science politique 1923.

réserve des modifications apportées à la propriété minière par la loi du 9 septembre 1919.

Cependant en plus de l'intérêt découlant du rôle économique et social du pétrole la loi du 16 décembre 1922 présente des dispositions importantes, car elle indique des tendances nouvelles, des conceptions qui innovent chez le législateur et attirent l'attention sur certaines évolutions de notre régime minier. D'aucunes paraîtront en opposition avec les conceptions passées. Pour en saisir l'importance et approfondir leur caractère juridique il est indispensable de les répartir en deux groupes. Le premier, celui des dispositions les plus simples et aussi les moins attrayantes de la loi, n'apporte point le charme de la nouveauté il consiste, soit à adapter les textes de la loi de 1810, à l'exploitation des hydrocarbures et des gaz combustibles, soit à préciser l'article 10 de la loi de 1810 concernant le droit de recherche et d'exploitation. Le deuxième introduit des directives nouvelles, des conceptions juridiques inappliquées, et fait pour la première fois, tout au moins dans la métropole, l'application partielle du système de la mine à l'inventeur. L'explorateur possède le droit de disposer des produits extraits sans aucune autorisation, la redevance qui pouvait être du de ce fait au propriétaire de la surface est supprimée. Ces droits ne lui avaient encore jamais été reconnus. Il est muni d'un permis exclusif de recherche, manifestation administrative nouvelle dont le but est d'empêcher des concurrents déloyaux et bénéficier des travaux du pre-

mier explorateur. Enfin il possède un droit presque privilégié à l'obtention de la concesssion, et ici s'effondre, le désuet et arbitraire principe du libre choix de l'administration dans la personne du bénéficiaire de la concession. Le législateur s'efforce de plus en plus de se dégager des directives imposées par la législation napoléonienne qui, avec le temps, sont apparues injustes, et pleines de conséquences fâcheuses sinon néfastes. Ces nouvelles manifestations, après l'œuvre du 9 septembre 1919, apparaissent comme les premiers pas heureux, mais incertains, dans la voie d'une refonte générale !

CHAPITRE I

*Etude des dispositions de la loi du 16 Décembre 1922
n'introduisant pas de modifications dans le sys-
tème général de la loi du 21 Avril 1810, mais
l'adaptant à l'exploitation des pétroles et gaz
combustibles.*

Ces dispositions ne réalisant qu'une simple adaptation de la loi du 21 avril 1810, dont l'on a analysé les principes généraux dans une première partie, peuvent pour la clarté de l'exposé et la facilité de la compréhension se diviser en deux parties. Les unes, en effet, ne créent qu'une simple adaptation nécessitée par la technique particulière de l'exploitation des pétroles, se distinguant de toutes autres. Les autres modifient et apportent à l'article 10 de la loi de 1810 des développements et des règles depuis longtemps réclamées relatives aux recherches et à l'exploitation.

PARAGRAPHE PREMIER

*Adaptation du régime général sur les mines, loi du
21 Avril 1810, aux gisements de pétrole et de gaz
combustibles.*

L'on a adapté la loi de 1810 a un triple point de vue, la liste des substances concédées a été complétée, le régime d'occupation des terrains de la surface a été déterminé, la répartition de la redevance proportionnelle entre l'Etat, les départements, les communes, est établie sur des dispositions nouvelles.

Le législateur de 1810 avait réparti les substances minérales selon une division tripartite : mines, carrières, minières. Seules les substances comprises dans la classe des mines nécessitent pour leur exploitation l'obtention d'une concession. Les carrières et les minières appartiennent au propriétaire de la surface. Pour classer les minéraux dans la catégorie mine, le législateur n'a pas fait usage d'une définition technique des mines ou de leurs modes d'exploitation. Il procède par une méthode plus simple et plus empirique, donc imparfaite et temporaire, celle de l'énumération des minéraux compris dans la classe mine. Il résulte en effet des article 1 et 2 de la loi de 1810, que l'on doit considérer comme mines, les substances minérales ou fossiles « connues pour contenir en filons, en couches et en amas de l'or, de l'argent », et bon nombre d'autres matières dont l'énumération risquerait d'être fastidieuse. L'article 2 en fournit tout à la fois une

énumération complète et claire. La jurisprudence dans l'interprétation de cet article avait admis fort heureusement que l'énumération établie par la loi n'était pas limitative mais simplement énonciative. Il appartient au conseil d'Etat, en cas de difficultés, de statuer sur le point litigieux et de classer la matière, objet du débat, dans la classe ou d'après l'esprit de la loi, il la jugeait par des considérations souveraines mieux à même de figurer (1). Cette compétence du Conseil d'Etat est contestée, tous les auteurs sont loin d'être d'accord (2). Les uns la reconnaissent au chef de l'Etat édictant le décret par lequel il concède ou rejette la concession ? D'autre, du Conseil d'Etat, mais statuant au contentieux sur un recours dirigé contre l'acte accordant une concession sur une matière inconcessible. Certains au Conseil d'Etat mais statuant sur une demande d'interprétation d'acte de concession. Enfin, quelques-uns, aux tribunaux répressifs agissant poursuites et diligences, de l'administration des mines, attaquant le propriétaire du sol, en estimant que ce dernier exploite comme carrière, une matière rentrant dans la catégorie des mines ? Il est difficile, sinon impossible, de prendre partie sur ces questions de compétences, chaque adversaire présente pour sa défense des arguments sérieux et

(1) Conseil d'Etat 1 avril 1892 Luciani, Recueil 1892 p. 330. Dans cet arrêt à propos de l'application de la législation sur les patentes, le Conseil d'Etat a reconnu incidemment que l'amiante n'était point concessible.

(2) Voir Aguilhon, ouvrage cité p. 62 et suivantes.

juridiquement fondés ! Ne serait-il point plus sage et plus simple dans une matière purement administrative, et où l'Etat est particulièrement intéressé, puisqu'il s'agit, soit de l'interprétation, soit d'un recours contre un acte émanant d'une de ses autorités légalement accréditée, en l'occurrence un décret de concession du chef de l'Etat, de donner compétence à la juridiction ordinaire, courante en la matière, le Conseil d'Etat, statuant soit comme interprétant l'acte de concession, soit au contentieux.

Ce n'est point là, la seule difficulté que présente la classification arbitraire de la loi de 1810. Au frontispice de celle-ci, le législateur n'a inscrit aucune déclaration de principe, n'a énoncé aucune idée générale, qui eussent pu servir de fil d'ariane aux commentateurs ! Ceux-ci se trouvent devant une classification hétéroclite. Les questions que ne manqueront de créer soit la découverte de nouveaux minéraux, soit l'utilité contemporaine de matières jusqu'ici considérées comme sans valeur, devront être réglées un peu arbitrairement selon les circonstances et au mieux des intérêts en présence. Ces difficultés ont naturellement surgi lors du développement économique du pétrole. Celui-ci n'était pas mentionné dans l'article 2 de la loi de 1810, on y trouve cependant un de ses très proches parents : le bitume. De plus, Foucroy, auteur de l'article 2 rangeait catégoriquement dans ses travaux préparatoires le pétrole parmi les bitumes. Il le définit : « Comme une substance bitumeuse liquide qui coule entre les pierres des rochers. » Cette définition

est loin d'être scientifiquement exacte, mais elle démontre nettement l'esprit de son auteur et son désir d'assimilation (1).

Se basant sur ces considérations le Conseil d'Etat décrétait que le pétrole était une matière concessible et devant rentrer implicitement dans l'énumération de l'article 2 de la loi de 1810 (2).

Malgré cette jurisprudence l'on pouvait douter de la valeur intrinsèque des solutions établies. Car, ainsi que le fait remarquer M. Aguillon (3), il existe à côté des hydrocarbures liquides, des hydrocarbures gazeux, qui sont le début, le point de départ d'une série d'hydrocarbures qui passant par le pétrole aboutit aux bitumes. Or, pour ces hydrocarbures gazeux chef de tête de la série, le Conseil des mines et le Conseil d'Etat n'avaient point voulu et pu admettre leur assimilation aux bitumes et leur concessibilité. Cette solution portait une atteinte grave à celle assimilant les pétroles aux bitumes.

Ce n'était point le seul argument à l'encontre de cette assimilation un peu exagérée. Ses adversaires le

(1) Voir Aguillon, législation des Mines De Pommaret, La Politique Française, des combustibles liquides, Thèse Grenoble 1922. Sur le même point, les rapports Ajam, du 30 juin 1921, 21 décembre 1922, 23 mai 1922.

(2) Voir le décret du 30 mars 1903, concédant les Pétroles Main Zelft (Bulletin Officiel du gouvernement général de l'Algérie 1903, p. 384, et Annales des Mines 1903, p. 51). En outre, Décret du 19 mars 1921, instituant la concession de pétrole et produits bitumeux de Messila.

(3) Aguillon, ouvrage cité, p. 60, Note 3.

démontrèrent lorsqu'ils attaquèrent en 1918 le dépôt d'une demande de concession de pétroles à Tilouanet, région de Relizane (département d'Oran) Algérie, en date du 27 mars 1907. Un superficiaire souleva une opposition en prétendant que le pétrole, vu les termes de l'article 2, ne pouvait être considéré comme matière concessible et par voie de conséquence, en tant que propriétaire superficiaire, en réclamait la propriété et le droit d'exploitation. Il basait ses prétentions sur les arguments suivants : que le terme « pétrole » n'était point expressément stipulé dans le texte de la loi, et qu'il n'y avait donc pas lieu de considérer les huiles minérales comme concessibles, qu'au surplus et par voie d'analyse, il se basait sur la jurisprudence antérieure du Conseil d'Etat qui, par deux arrêts en date du 16 décembre 1891 et 1^{er} avril 1892 statuant sur l'amiante et les phosphates avaient formellement déclarés que ces matières ne pouvaient donner lieu à concession. Qu'en outre, un décret de rejet, en date du 8 janvier 1874, statuant sur les phosphates de chaux était ainsi motivé : « Attendu que les phosphates de chaux ne sont pas compris dans le nombre des substances que l'article 2 range dans la catégorie des mines. » Qu'il résultait donc de cette jurisprudence qu'il ne pouvait y avoir pour le pétrole lieu à concession, l'énoncé de l'article 2 de la loi de 1810 étant considéré par les arrêts cités comme limitatif. Qu'au surplus, l'on devait considérer que l'article 2 de la loi de 1810 dérogeant au principe du droit civil énoncé par l'article 552 définissant l'étendue du

droit de propriété, était un texte d'exception devant être interprété restrictivement.

S'attachant aux caractères physiques des matières énoncées dans l'article 2, il prétendait que les articles 1 et 2 ne semblaient permettre la concession que de matières minérales se présentant sous la forme d'amas, de couches, de masses compactes et ayant un caractère solide.

Interprétant le mot « bitume » il soutenait qu'historiquement celui-ci ne possédait point un sens aussi général que de nos jours, qu'il ne servait qu'à désigner : les Bitumes de Judée, d'Ambre, de Jayet qui se présentent sous un caractère solide. Quant aux bitumes liquides, l'on les dénommaient plus couramment naphtes, pétroles, pissasphaltes. Cette thèse qui reposait sur quelques bons arguments ne fut point acceptée par le Conseil d'Etat. Il reconnut malgré tout à l'article 2 un caractère purement énonciatif ! Peut-être obéit-il en la matière, plus à ses considérations de faits et d'intérêt général, ce dont nous le louons, qu'à des impératifs juridiques !

Malgré cet arrêt, la situation juridique du pétrole était mal définie, et surtout elle ne présentait aucun caractère de stabilité ou de constance. C'est pour mettre fin aux doutes, aux controverses et litiges qui en fussent découlés, que le législateur a modifié par l'article 1 de la loi du 16 décembre 1922 l'article 2 de la loi du 21 avril 1810. Il est ainsi libellé :

ARTICLE PREMIER

« Seront considérés comme mines celles connues pour contenir en filons, en couches ou en amas, de l'or, de l'argent, du platine, du mercure, du plomb, du fer en filon ou couches, du cuivre, de l'étain, du zinc, de la calamine, du bismuth, du cobalt, de l'arsenic, du manganèse, de l'antimoine, du molybdène, de la plumbagine ou autres matières métalliques du soufre, du charbon de terre ou de pierre, du bois fossile, des bitumes, du pétrole ou des gaz combustibles, de l'alun, des sulfates à base métallique.

« Les concessions d'hydrocarbures existantes ne s'étendent aux pétroles et gaz combustibles que si ses produits sont nommément désignés dans l'acte.

D'une part, la loi assimile définitivement et complètement aux bitumes « les Pétroles et Gaz combustibles », tous les hydrocarbures quels que soient leurs natures : solides, liquides, gazeuses, sont désormais soumis à concession. La solution est simple et rationnelle.

Comme le faisait remarquer M. Bernier dans l'exposé des motifs de sa proposition, la classification des hydrocarbures aurait pu se faire selon leur nature. Cette méthode paraît simple et satisfait l'esprit. En fait, ce criterium est loin d'être parfait car souvent l'état physique de l'hydrocarbure, est masqué par celui de la roche qu'il imprègne, c'est le cas des schistes bitumeux et des calcaires asphaltique. De plus, cet état est mal défini pour des bitumes à consistance

pâteuse dont l'état est le plus souvent fonction de la température.

Néanmoins, dans un désir de clarté, le rapporteur s'attache malgré l'assimilation, à faire une classification basée sur le mode d'exploitation. « C'est pour quoi, réservant le mot bitume aux produits hydrocarbures ne pouvant être extraits que par des travaux de mines, c'est-à-dire par puits et galeries, ce sont, il convient de le dire, les seuls que le législateur de 1810 pouvait pratiquement envisager, (et cette affirmation donne une certaine force aux arguments des juristes qui prétendaient que le pétrole ne tombait sous le coup de l'article 2 de la loi de 1810 et ne pouvait être concessible), nous appelons pétroles les hydrocarbures *liquides* susceptibles d'être extraits par sondage soit qu'ils jaillissent au jour, soit qu'ils doivent être pompés, et quelque soit d'ailleurs le mode d'exploitation... Ce critérium technique permet de classer très aisément dans l'une ou l'autre des deux catégories ainsi créées les gisements d'hydrocarbures et il semble peu vraisemblable qu'il conduise à des difficultés sérieuses d'application, tout naturellement sont mis à part les gaz combustibles qui, très généralement, accompagnent les pétroles. »

Cette classification n'a que l'avantage de préciser la nature de chaque hydrocarbure, et de fournir un critérium aisé. Au point de vue juridique, quelque soit leur nature, quelque soit leur mode d'exploitation, tous les hydrocarbures sont assimilés et ne forment qu'un groupe. Le rapporteur s'est particulière-

ment attaché à cette assimilation, par suite de son importance pratique. Il la précisa dans ses travaux et demanda au Parlement de manifester de façon claire et certaine, ses idées et directives sur ce point : « C'est en s'inspirant du caractère général de connexité existant entre ces deux catégories d'hydrocarbures, pétroles et gaz combustibles, issues le plus souvent d'une communauté d'origine, que votre commission vous demande de préciser que telle est votre pensée, et que dans tous les cas vous ne voulez pas les séparer et que le bénéfice des dispositions qui vont suivre s'appliquera à l'une comme à l'autre, même si une seule est envisagée dans la demande, et dans toute la procédure administrative qui en sera la suite. »

On les soumet donc à un régime identique à une unité de législation qui facilitera leur existence juridique en supprimant bien des litiges. En raison de leur connexité, la demande est accordée ou rejetée pour les uns comme pour les autres. En un mot la demande des permis de recherches ou d'octroi de concession faite pour une catégorie d'hydrocarbures vaut pour toutes les autres situées dans le périmètre requis ou concédé et réciproquement.

Par contre la disposition édictée par le paragraphe 2 de l'article 2 nouveau de la loi de 1810. « Les concessions d'hydrocarbures existantes ne s'étendent aux pétroles et gaz combustibles, qui si ceux-ci sont nommément désignés dans l'acte », apparaît comme fort mal placée, et sans bien logique avec le corps de l'article. Ce n'est au surplus qu'une mesure transitoire,

dont le but est d'empêcher que les concessions d'hydrocarbures, précédemment octroyées pour des bitumes ou d'asphalte par exemple ne s'étendent point aux autres hydrocarbures. Ce faisant, le droit des anciens concessionnaires ne sont point lésés, — on leur eut accordé un véritable privilège en les étendant à des matières qu'ils ne prévoyaient point, et dont ils ne demandaient pas la possession.

Le point essentiel de toute législation minière étant lucidé à savoir, l'objet sur lequel va porter le droit, une grave question qui de tout temps a préoccupé l'esprit du législateur en la matière, est celle du droit d'occupation. Celui-ci fut primitivement réglementé par les articles 43 et 44 de la loi du 21 avril 1810, remaniés par la loi de 1880. Il présente pour l'exploitant un caractère d'urgence impérieux. Son domaine souterrain se trouve enclavé par la propriété superficielle, et il ne peut y accéder qu'en violant celle-ci. Mais ce droit d'accès indispensable n'est pas par lui-même suffisant. L'exploitation d'une mine nécessite l'occupation d'une certaine étendue de la surface autour des points d'extraction, soit pour y installer les instruments nécessaires à l'exploitation, soit pour y déposer les produits extraits et dans bien des cas leur faire subir les premières transformations dans leurs cycles « d'évolution », d'utilités économiques. Enfin des voies de communications, aussi nombreuses que pratiques sont indispensables pour l'écoulement rapide et aisé des produits et la liaison de l'exploitation

de l'entreprise avec les voies de grandes communications afin d'obtenir une commercialité parfaite pour les produits.

Ce droit, jusqu'alors reconnu aux exploitants, est enfin apparu utile et nécessaire aux explorateurs. Ceux-ci, pour effectuer leurs recherches, sont obligés de jouir d'une certaine superficie, pour l'installation de leurs instruments de recherches, et en cas de réussite, pour le dépôt des produits extraits. En matière pétrolière ce besoin devient une nécessité par suite du genre d'exploitation. Celle-ci s'effectuant le plus souvent par sondage, le jaillissement du produit où son extraction par pompe dès le début de la découverte, imposent des canaux et réservoirs prêts à le recevoir. Ces nécessités pratiques obligèrent le législateur à modifier le caractère de notre ancienne législation.

Les articles 43 et 44 de la loi du 21 avril 1810 prévoient deux cas d'utilisation des terrains environnants.

a) L'occupation des terrains nécessaires à l'exploitation de la mine, à la préparation du minerai, à son lavage, à l'établissement des routes ou chemin de fer, n'entraînant point de modifications au relief du sol et si les terrains dont il s'agit sont confinés dans le périmètre de la concession. Dans ce cas l'autorisation est accordée par arrêté préfectoral, le propriétaire entendu et sous réserve d'une indemnité fixée par les tribunaux. Si l'occupation dépasse la durée d'une année ou si les dégradations sont par trop importantes, il est

loisible au superficiaire d'exiger l'achat des terrains au double de leur valeur.

b) L'occupation des terrains sur lesquels on veut établir à l'intérieur du périmètre de la concession, des canaux, chemins de fer, routes, qui, par les travaux qu'ils nécessitent, modifient le relief du sol, et aussi tre de la mine des canaux, chemins de fer, routes ou lorsqu'on veut établir en dehors du périmètre effectuer des travaux de secours utiles à la mine. Dans ces cas, l'occupation ne pourrait avoir lieu que par une déclaration d'utilité publique faite par décret en Conseil d'Etat. Les terrains nécessaires sont alors expropriés aux conditions exigées par la loi (1).

Ce régime se caractérisait par sa complexité. La nécessité d'une expropriation pour cause d'utilité publique dans les cas de travaux modifiant le relief du sol, ou de ceux exécutés hors du périmètre de la concession paraît excessif. D'autre part, l'on peut regretter l'absence de création d'un régime juridique spécial embrassant toutes les voies de communication (2) nécessaires aux mines. La valeur d'une exploitation minière et de ses produits est fonction de la facilité d'écoulement et de distribution de ceux-ci. Bien des mines doivent à leur mauvaise organisation des transports, les mécomptes éprouvés. Hélas ! le législateur moderne manque trop souvent de

(1) Loi du 3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique.

(2) Idée de M. Azam dans son projet de refonte générale de 1908.

vues d'ensemble auxquelles il paraît incapable de satisfaire.

Aussi n'a-t-il donné une solution qu'aux besoins actuels et immédiats de la pratique. Il décide simplement que les autorisations d'occupations temporaires peuvent être permises à l'explorateur autorisé par le gouvernement pour les besoins de son exploitation, au titulaire d'un permis exclusif de recherches pour l'exécution à l'intérieur du périmètre de son permis de travaux d'exploitation, et l'installation d'établissements nécessaires à la conservation et à l'évacuation de ses produits. L'on s'est surtout intéressé à la question primordiale de l'évacuation du pétrole ; ce qui est bien, mais qu'ils nous soit permis cependant de regretter, qu'abordant une question générale, effectuant à nouveau une refonte de l'article 44, l'on ne se soit arrêté qu'à une question d'espèce, dont l'intérêt réside dans son urgence. Espérons que de refontes en refontes l'on atteindra enfin un régime juridique complet régissant les voies de communications utiles aux mines.

C'est que l'intérêt de ces voies utiles au développement minier ne satisfont pas seulement les industries extractives privées mais aussi la collectivité. L'exploitation des mines, même sous le régime de 1810, est une source de profit pour l'Etat et les communes. Celle-ci est soumise à deux redevances, l'une fixe, l'autre proportionnelle. Le rapport de cette dernière est réparti entre les communes et l'Etat. L'article 2 de la loi du 25 juin 1920 établit cette redevance propor-

tionnelle sous les modalités suivantes : Elle est fixée au taux de 20 % de la valeur du produit net extrait et se répartie sur la base de 15. % à l'Etat, 5 % aux communes. Cette dernière part se divise à son tour, une portion étant affectée aux communes sur lesquelles vivent les ouvriers mineurs, l'autre au profit des communes où est située l'exploitation.

Ce système de répartition est, en ce qui concerne les pétroles compliqué par la loi du 16 décembre 1922. La redevance se divise en trois parts, l'une au profit de l'Etat, l'autre du département, la troisième au profit des communes. Les tarifs appliqués sont les suivants : 15 % à l'Etat, 2,50 % au département, 2,50 % aux communes. En ce qui concerne les communes, leur part subit la répartition que nous avons indiqué précédemment. Mais en outre (1), au cas où il y a plusieurs communes, ou départements intéressés, lesdites redevances et taxes attribuées seront réparties au prorata des tonnages extraits des puits et sondages existants sur le territoire de chaque commune ou département. L'on a ainsi créé pour les pétroles un régime spécial dans lequel on appelle le département à jouir des redevances.

Cette idée tient compte de la création toute particulière des hydrocarbures qui souvent prennent naissance fort loin de leurs points d'extraction. Pourtant, le peu de certitude des connaissances géologiques en matière de création d'hydrocarbures eut été suffi-

(1) Article 6.

sant pour faire rejeter la participation du département. D'autre part, nous eussions trouvé logique que l'on n'accable pas par des redevances excessives une exploitation que l'on veut développer, et où l'intérêt collectif serait le premier à puiser de nombreux avantages.

PARAGRAPHE II

Les nouvelles règles édictées par la loi du 16 décembre 1922 dans son article 10-1 concernant les modifications et les précisions apportées aux règles de l'exploration pour tous les gisements de matières concessibles.

Ces nouvelles manifestations législatives se différencient de celles étudiées précédemment qui n'avaient pour but que d'adapter la législation minière à la matière spéciale des pétroles et hydrocarbures. Elles s'attaquent à l'important principe de l'exploration. Sans celle-ci, aucune exploitation ne pourra avoir lieu, car elle précède normalement et nécessairement la mise en œuvre d'un gîte minier. Les règles qui régissent le droit d'exploitation ont deux objets : la procédure de délivrance du permis de recherche, la solution des rapports entre propriétaire et superficiaire. Si la loi de 1810 avait en partie résolu la question des rapports entre propriétaire et

explorateur, et ses textes sur ce point ne manquent point de critiques, elle laisserait dans l'oubli le premier problème. Son importance est primordiale cependant, il s'impose par nécessité. Nul inventeur n'osera tenter d'expériences, s'il ne se sait en possession de droits le mettant à l'abri des concurrences, des malveillances ou des refus, s'il n'est assuré d'aucun profit éventuel. La loi de 1810 avait reconnu le droit de recherche au propriétaire, à ceux par lui autorisés, et aux explorateurs jouissant d'une autorisation gouvernementale, sous réserve du paiement d'une indemnité au propriétaire superficiaire. Cette indemnité était la compensation à l'expropriation partielle du superficiaire. Cette idée d'expropriation fut chère à Napoléon ; elle fut même un véritable enchantement. Elle ne cadre nullement avec, les principes généraux de la loi de 1810, la liberté du gouvernement dans le choix du concessionnaire, l'absence de privilège pour le superficiaire à être pris comme possesseur de la nouvelle concession, on lui reconnaissait cependant implicitement un droit sur le tréfonds, dont une des manifestations est cette indemnité. D'autre part, les règles de l'expropriation pour cause d'utilité publique nous paraissent sans lien avec l'objet du droit de recherches ou du droit d'expropriation. Donc, ce que l'on puisse dire de cette indemnité, c'est qu'elle présente juridiquement comme l'expression un peu arbitraire d'une volonté sans fondement et sans cause.

Il y a plus, l'on avait prévu l'autorisation gouvernementale, et l'indemnité qui l'accompagnait, mais

l'on avait oublié d'indiquer la procédure à suivre pour l'obtenir, les conditions dans lesquelles elle pourrait être octroyée, l'autorité compétente ! La pratique remédia prétoriennement à ces oublis par des décrets (1). Tout cela nécessitait des réformes, elles sont apportées par le nouvel article 10-1, qui fixe les grandes lignes à suivre pour l'obtention de l'autorisation gouvernementale. Il est ainsi libellé :

ARTICLE 10-1

Nul ne peut faire de travaux de recherches pour
« découvrir des mines dans un terrain qui ne lui ap-
« partient pas, que du consentement du propriétaire
« où avec l'autorisation gouvernementale.

« Dans ce second cas, l'autorisation est donnée par
« décrets sur l'avis des ingénieurs des mines et du pré-
« fet, après une instruction dans laquelle le proprié-
« taire aura été mis en demeure de formuler ses obser-
« vations. Cette mise en demeure sera faite par une
« notification du maire, où, à défaut par voie d'affi-
« ches et de publications, conformément aux disposi-
« tions du règlement d'administration publique prévu
« ci-après.

(1) Une instruction ministérielle fixait les modalités de la demande et indiquait l'autorité compétente. Voir Aguillon, ouvrage cité p. 71, et aussi décret du 16 janvier 1921. Annales des mines 1921.

« L'explorateur autorisé par décret, et le titulaire
« d'un permis exclusif de recherches dont il est question
« à l'article 10-2 ci-après, ne peuvent occuper une
« parcelle de terrain qu'après avoir payé ou fourni
« caution de payer au propriétaire de la parcelle une
« indemnité qui, à défaut d'entente, est réglée con-
« formément à l'article 43 de la loi du 21 avril 1810,
« modifié par l'article 5 de la présente loi.

L'autorisation est désormais donnée par décret accordé sur l'avis des ingénieurs des mines et du préfet, après que le propriétaire aura fait connaître ces observations. Ces règles très simples ne requièrent aucune précision.

Désormais, les recherches pourront s'effectuer avec l'autorisation gouvernementale. Ce droit accordé à l'explorateur va directement à l'encontre de celui du propriétaire superficiaire. Différents textes de la loi de 1810 s'efforcèrent de résoudre ce difficile problème, mais hélas, non sans contradiction ni difficultés. C'est ainsi que l'article 11 prévoyant le cas d'ouverture de galeries, puits, ou perforation de sondage dans les cours ou jardins, dans un périmètre de 50 mètres des habitations, exige une autorisation du propriétaire, que l'article 10 veut que l'explorateur paie une préalable indemnité avant ses recherches, que l'article 43 prévoit que l'indemnité devra différer suivant la durée ou la dégradation de l'occupation, que l'article 46 décide que l'indemnité due aux propriétaires à raison de travaux ou recherches antérieures à la concession sont de la compétence des

conseils de préfecture. Ces textes divers dans une même loi et édicté pour la solution d'un même problème, sont difficilement conciliables. Car l'on peut se demander si l'indemnité prévue par l'art. 10 et concernant le droit de recherche est identique à celle de l'art. 43 pour occupation des terres. En outre, il se pose une question de compétence assez délicate, provenant d'une rédaction différente de deux textes s'occupant d'indemnités. L'article 43 donne compétence aux tribunaux judiciaires, mais l'article 46 porte explicitement que les questions d'indemnités à payer par les propriétaires des mines seront de la compétence du conseil de préfecture en vertu de l'article 4 de la loi de Pluviôse an VIII. L'on se demandait donc à quelles juridictions il y avait lieu de se référer, pour les litiges occasionnés par les différentes indemnités, lorsqu'il n'y avait pas dans les textes attribution explicite de juridiction. De bons auteurs soutenaient les deux thèses (1).

Notre nouvel article, tout en ne supprimant pas l'indemnité, en diminue notablement la valeur et la portée. Alors que précédemment elle devait être versée préalablement, il suffira désormais de donner caution de payer. D'autre part, et à certains égards le libellé final de l'article « A défaut d'entente l'indemnité sera réglée conformément à l'article 43 de la loi du 21 avril 1810 », résoud le problème de compétence.

(1) Voir Aguillon, ouvrage cité p. 79, Lafemène, traité de juridiction administrative, tome 1, page 566, 2^e édition.

Le renvoi à l'article 43 ne peut s'expliquer que comme indiquant que l'indemnité due au propriétaire sera soumise à ses règles, et qu'en cas de désaccord les litiges seront soumis aux tribunaux judiciaires ainsi qu'il est établi pour les indemnités de l'article 43.

L'article 10-1 nouveau est la manifestation des tendances du législateur moderne. Il est indicatif d'un courant d'idées, de conceptions opposées à celles régissant jusqu'à ce jour le régime minier français. Et ces conceptions prennent une particulière valeur, si l'on veut se souvenir que les lois minières, que crée le législateur depuis ces dernières années, sont de son aveu les prémisses d'une refonte générale du régime. Petit à petit, les principes de 1810 s'effondrent. La loi du 9 septembre 1919 bouleversa la conception juridique de la propriété minière. La loi du 16 décembre 1922, diminue les droits du superficiaire, le cantonne, dirions-nous avec M. Duguit, « Dans la possession de ceux qui ne sont nécessaires qu'à sa fonction sociale », mais augmente par contre ceux jusqu'ici oubliés ou méconnus de l'inventeur. L'indemnité demeure certes, mais son paiement préalable est supprimé. Qui plus est, l'on oblige le superficiaire que l'on dépossède partiellement à se satisfaire comme garantie, d'une caution ! Le législateur ce faisant, n'a considéré que l'intérêt collectif, intéressé à un plus grand développement des richesses minières, et c'est fort bien ainsi. Il a surtout voulu faciliter les recherches, et n'a point craint d'aller à l'encontre des droits du propriétaire. L'on a supposé non sans raisons, que celui-ci, dans le dé-

sir d'empêcher des recherches qui lui paraîtraient gênantes, s'engagerait dans des procédures dilatoires, faites pour décourager l'inventeur (1). Cette innovation avec celles introduites dans le régime spécial aux hydrocarbures, succédant aux manifestations de la loi du 9 septembre 1919, nous paraissent symboliques de concepts juridiques, politiques et sociaux nouveaux.

(1) Voir l'exposé des motifs du projet du 12 avril 1921, page 4, « Le propriétaire peut par des moyens de procédure, et notamment en réclamant une expertise, gagner du temps et décourager le prospecteur. Pour pallier à cet inconvénient, il a paru opportun d'introduire dans la loi sur les mines une disposition nouvelle permettant à l'explorateur de commencer ses recherches, sans attendre la fixation de l'indemnité. Il lui suffira de donner caution V. Rapports Bernier sur ce projet, p. 4. Voir la proposition Bernier. Raynal 69, reproduisant p. 6, les arguments du projet et du rapport.

CHAPITRE II

Dispositions de la loi du 16 décembre 1922 introduisant dans notre régime minier, un régime spécial aux hydrocarbures, paraissant découler de principes juridiques nouveaux.

Les recherches et exploitations de pétroles se présentent avec un caractère technique particulier. En la matière, les découvertes géologiques sont incertaines, et il demeure dans les recherches une part d'empirisme que la science actuelle ne peut encore élucider. Une compétence américaine certifiait que l'on devait estimer comme un beau résultat l'obtention de deux puits produisant sur 100 de perforés. De telles difficultés, d'aussi grands aléas nécessitent en faveur de l'explorateur ou de l'exploitant hardis, un instrument juridique leur facilitant leur œuvre, et leur en assurant le bénéfice. Aussi est-ce sur l'étendue de leurs droits, et leur aptitude à obtenir la concession que la loi du 16 décembre 1922 a innové, et s'est nettement séparée des principes acceptés jusqu'à ce jour. — En outre des raisons matérielles, utilitaires, découlant d'un intérêt général bien entendu, prédisposèrent

le législateur à accorder à l'inventeur des droits plus avantageux et effectifs que ceux qui lui furent antérieurement reconnus (1).

La loi de 1810 leur reconnaissait le droit d'explorer sans que cette exploitation puisse jamais se transformer en exploitation (2). La disposition du produit des recherches ne pouvait avoir lieu que par une autorisation administrative, et paiement d'une indemnité au superficiaire. Enfin ils ne possédaient aucun droit aucun privilège, à l'obtention de la concession. Tout au plus, leur accordait-on, à titre de consolation, une compensation pécuniaire arbitrairement fixée par l'administration. (3).

L'on a défendu le système de la loi de 1810, tout en reconnaissant qu'il n'incitait guère aux recherches, en alléguant que dans les vieux pays les richesses géo-

(1) Le Projet du 12 avril 1921, ayant pour but de réformer l'article 10 de la loi de 1810, nous paraît significatif à cet égard : « L'attention du gouvernement a été à maintes reprises attirée sur les inconvénients qui résultaient, du point de vue du développement des recherches minières en France des dispositions de la loi du 21 avril 1810, qui limitent les droits des explorateurs de façon parfois trop étroite pour leur permettre des travaux de grande envergure, et ne leur garantit pas de façon certaine la récompense de leurs travaux. C'est, semble-t-il, une des raisons pour lesquelles les travaux de recherche des mines n'ont pas été jusqu'à ce jour entrepris et poursuivis en France avec l'activité désirable. »

(2) Article 12, de la loi du 12 avril 1810.

(3) Le plus souvent de minime importance. De plus, la nature juridique de leurs droits était loin d'être fixée.

logiques sont complètement connues, et qu'on ne peut que difficilement espérer des découvertes minières (1). Si cette théorie est défendable en ce qui concerne des minerais tels que la houille, le fer ou le zinc, parfaitement connus dans la Métropole, il n'en est point de même pour d'autres matières. Pour ces dernières, il est indispensable d'accorder à l'explorateur des droits plus étendus, plus réels, plus lucratifs. Seuls ils seront le levier des travaux de recherche. Le florissement des travaux miniers dans les contrées américaines, ne peut s'expliquer que par le principe de la mine à l'inventeur ! Enfin, dans les colonies où la plupart du temps les connaissances géologiques et minières sont peu importantes quand elles ne sont point inexistantes, il est le seul système défendable, le seul adoptable. L'éminent juriste en matière minière, M. Aguillon (2), s'exprime ainsi à ce sujet :

« Cette importance de l'invention et de l'exploration, qui ne peut pas toujours en être distingué, est telle, que de tous temps, dans tous les pays où la mine a été détachée du sol, on a jugé opportun par la loi fixant le régime minier, de créer des avantages en faveur de l'inventeur et explorateur. La pratique la plus générale admise, comme aussi la plus utile, à l'intérêt pu-

(1) L'Etat pour cette raison a souvent songé à s'allouer la récompense d'inventeur en soutenant que les découvertes des ingénieurs des mines, fonctionnaires, à son service étaient son fait ! !

(2) Revue du droit public 1912.

blic. est de leur attribuer la mine de droit. La mine a l'inventeur où, ce qui n'est peut-être qu'une modalité, la mine au premier demandeur est la plus vieille maxime du droit minier, la plus pratiquée encore. Lorsque la loi ne consacre pas légalement ce droit, tout au moins les travaux de recherches et d'exploitation sont-ils considérés comme les meilleurs titres pour en bénéficier... Cette recherche et cette exploitation des mines d'importance si primordiale, ne peuvent être que l'œuvre de particuliers, car la recherche et l'exploitation des mines ne réussissent qu'à raison de la diversité des idées de tous ceux qui s'y livrent. Les recherches d'Etat ne se poursuivent que sous la direction d'une même idée. » Seul l'attrait de la mine, le souvenir des fortunes fabuleuses, édifiées dans leurs exploitations, l'espoir de tous créateurs dans la réalisation et la jouissance de son œuvre, inciteront aux recherches. Le service que rendent les explorateurs à la collectivité, les richesses qu'ils mettent à jour militent en leur faveur. D'autant plus que cette attribution ne sera souvent qu'une juste et équitable réparation, à leur labeur, à leurs déboires, et aux dépenses engagées (1). En matière d'hydrocarbure où tout ou presque tout est inconnu, l'application pour le moins partielle de la mine à l'inventeur s'imposait.

(1) Au Mexique l'on a estimé que les chercheurs avaient dépensé la somme de 100 millions de piastres avant d'avoir découvert un puits payant.

La loi de 1922 n'a d'ailleurs, comparativement au régime minier ordinaire, innové que sur trois points essentiels. D'abord par la création du permis exclusif de recherches, ensuite par la création d'un droit de libre disposition accordé à l'inventeur sur le produit de ses recherches, à charge par lui de payer à l'Etat une redevance. Enfin, par l'attribution au bénéficiaire du permis exclusif de recherches, du droit d'être choisi comme concessionnaire du gîte découvert.

Jusqu'à la loi du 16 décembre 1922, la législation métropolitaine ne connaissait que deux situations, celle d'explorateur et celle d'exploitant. Par contre, elle ignorait non sans inconvénient une situation intermédiaire, celle d'explorateur avec droit exclusif de recherches. Des critiques (1) furent adressées à cette lacune. Elles étaient basées sur cette idée, que les explorateurs ne jouissant pas de permis exclusif, dans une région, pouvaient être évincés par d'autres, bénéficiant des travaux de l'explorateur le plus diligent. L'explorateur connaît le risque de voir son œuvre profiter à autrui ! Cette question se présente d'ailleurs avec une acuité toute particulière en matière d'hydrocarbures où la découverte des terrains traversés par un sondage permet géologiquement des pronostics plus ou moins certains, où surtout il était loisible à un inventeur de mauvaise foi de s'installer à quelque distance du premier et par un coup de

(1) V. Georges Lévy, précis de législation minière.

sonde heureux, mettre à jour le liquide cherché et ainsi établir l'existence du gisement.

Ce système est d'ailleurs appliqué dans les colonies pour tous les minéraux. Les résultats obtenus sont dans l'ensemble satisfaisants. Tout naturellement, et logiquement, la situation de détenteur de permis exclusif de recherches conduit à celle d'exploitant (1). Les auteurs de la loi du 16 décembre 1922 ont pris en considération ces faits, et les résultats de la législation coloniale, dans l'élaboration de leur article 10-2. **Paragraphe 1.**

Article 10-2. Paragraphe I.

« Pour les recherches de pétroles et gaz combusti-
« bles, il peut être institué après une enquête spéciale
« où tous les intéressés sont appelés à présenter leurs
« observations, un permis exclusif de recherches, con-
« férant au titulaire le droit d'effectuer des sondages,
« dans un périmètre déterminé à l'exclusion de toutes
« autres personnes, y compris le propriétaire de la sur-
« face. Le permis est accordé après avis du conseil
« général des mines par un décret qui est affiché aux
« frais du permissionnaire. La durée fixée par le

(1) C'est d'ailleurs la conséquence qui découle d'un régime minier colonial. Cependant, dans les établissements Français d'Océanie, les mines peuvent être mises en adjudication sous réserve, cependant des droits acquis, par les explorateurs (décret du 17 octobre 1912).

« décret n'excède pas deux ans, elle peut être prorogée pour un laps de temps n'excédant pas un an « par arrêté ministériel sur avis du conseil des mines. « La superficie du permis de recherches exclusives ne « pourra pas excéder 5.000 hectares. »

Un décret est donc nécessaire pour l'obtention du permis. Il est précédé d'une enquête au cours de laquelle les intéressés doivent présenter leurs observations. Le Conseil des mines et le préfet doivent fournir leurs avis. Ces mesures sont de prudence, et ont pour but de juger la valeur de l'autorisation demandée. Surtout, elles remplacent logiquement les anciennes enquêtes nécessaires pour l'octroi de la concession, le permis exclusif donnant automatiquement droit à celle-ci. La lacune de la loi de 1810 est ainsi comblée.

Si l'on se pose la question préjudicielle de savoir qui peut accorder le permis de recherches ? l'on se trouve devant le plus profond silence. Il faut en déduire que seul le chef de l'Etat sur la proposition du ministre des travaux publics, est libre de choisir qui bon lui semble, sans que sa décision soit sujette à recours.

L'administration conserve sur ce point les mêmes droits qu'elle possédait sous l'empire, de la loi de 1810 pour l'octroi de la concession, et son choix est souverain; nous regrettons que l'on n'ait point admis le système de la priorité de la demande plus logique et moins arbitraire.

Cependant, les paragraphes 6 et 7 du nouvel article 10-2 admettent une limite de droit absolu, dans le choix du bénéficiaire du permis de recherches. Elle se justifie par des nécessités de fait, et le désir de ne point créer de concurrence désastreuse, par la dispersion d'efforts économiques, les luttes et les différends qui se produiraient. Ils décident que le propriétaire d'une concession d'hydrocarbure, a droit par préférence dans l'étendue de sa concession à l'obtention d'un permis exclusif pour la recherche de produits hydrocarbonés dont il n'est pas concessionnaire.

Ce droit de préférence ne dure que six mois à partir de l'enquête sus-mentionnée. Il s'éteint donc dans un laps de temps assez court, juste celui nécessaire pour permettre au concessionnaire de bénéficier des avantages accordés par la loi.

La nécessité de ce droit de préférence se conçoit mal avec l'esprit de la loi. Il est même à craindre que le législateur n'ait sur ce point commis une erreur ou une confusion. L'article 2 de la loi, et les travaux préparatoires qui y ont présidé (1) le complètent et le confirment dans ce sens, a décidé qu'en raison de la connexité existant la plupart du temps entre les hydrocarbures liquides, solides et gazeux, le bénéfice des dispositions légales est accordé aux uns comme aux autres, même si l'on ne vise dans la demande initiale qu'une seule série de corps. Il en résulte que les concessions accordées pour des hydrocarbures gazeux par

(1) Rapport de M. Bernier p. 8.

exemple, valent pour tous les autres et réciproquement de même pour le permis de recherches. L'on conçoit difficilement qu'un concessionnaire d'hydrocarbure puisse par la suite, être dans la nécessité de requérir un permis de recherche, puisqu'en fait et en droit, sa concession porte sur tous les hydrocarbures. Peut-être faudrait-il voir dans les § 6 et 7 des dispositions s'accordant avec celles du paragr. 2 de l'art. 2 de la loi, concernant les concessions d'hydrocarbures concédées antérieurement à la loi de 1922. « Les concessions d'hydrocarbures existantes ne s'étendent aux pétroles et aux gaz combustibles que si ces produits sont nommément désignés dans l'acte de concession. Pour ces dernières, qui jouissent d'un système juridique restrictif, le privilège accordé leur permet de se mettre sous l'empire de la législation nouvelle pour le moins de profiter de ses avantages. Ces prérogatives se conçoivent d'autant mieux qu'elles leur permettent d'éviter que sur la propre étendue de leur concession une exploitation d'un produit identique ne vienne s'installer. C'est, croyons-nous, la seule explication possible aux paragraphes 6 et 7 de l'article 10-2. Mais, leurs places, aussi bien que leurs réductions, ne peuvent être que source de confusions et de difficultés d'interprétation. Le délai de six mois écoulé, le chef de l'Etat reprend toute sa liberté pour le choix du détenteur du permis de recherche.

Cette absolue liberté accordée au chef de l'Etat dans le choix du futur permissionnaire, nous paraît abusive et critiquable. Il peut faire choix de qui lui

semble, propriétaire superficiaire, détenteur d'une autorisation administrative, détenteur d'un permis ordinaire de recherches, premier demandeur sont sans droit devant lui, et doivent s'incliner devant son omnipotence. Certes, nous ne mettons pas en doute la bonne foi de l'administration française. Nous sommes persuadés que ses choix ne sont dictés que par des considérations d'intérêt général. Mais il existe néanmoins des contingences extrinsèques, des pressions de toutes natures, des sollicitations répétées auxquelles il est bien difficile aux fonctionnaires de se soustraire. Leur jugement en est influencé dans son absolu. Il est regrettable qu'un bon système juridique ne les aient mis à l'abri des désirs humains. C'est surtout un moyen de permettre à l'administration, de conserver les droits qu'elle tenait de la loi de 1810. Le Permis exclusif donne droit quasi automatiquement à la concession. Le fait d'abandonner le choix du permissionnaire au gouvernement, ne revient-il pas à le lui conserver d'une façon détournée le droit d'élire le concessionnaire !!

Les droits que l'on a voulu accorder à l'inventeur ne vont-ils point être mis en déroute par suite d'un oubli de réglementation dans le choix du détenteur du permis. Il eût été plus sage d'appliquer à notre nouvelle législation le système, suivi dans certaines colonies françaises, lequel accorde le permis à la priorité de la demande. Ce critérium sans être parfait ni d'une justice absolue, est du moins équitable.

Ce permis exclusif de recherche ainsi attribué com-

porte naturellement des avantages et des inconvénients.

D'abord, et le privilège est d'importance, le droit de faire seuls des recherches à l'exclusion de tous autres même et y compris le propriétaire de la surface, dont on aperçoit l'amointrissement continuuel de ses droits. Ce privilège comporte des limites. Il ne peut excéder une superficie de 5.000 hectares, et sa durée ne peut excéder deux ans, sauf possibilité de prolongation d'un an par autorisation ministérielle. Remarquons que l'étendue sur laquelle porte le permis exclusif de recherches, n'est pas fixée définitivement, elles peuvent pendant la durée du permis varier, sans toutefois excéder le maximum légal de 5.000 hectares. Ces modifications possibles à l'étendue ne sont point indiquées par des textes positifs, mais découlent de l'esprit de la loi. Au surplus, le rapporteur (1) a formellement indiqué dans son rapport que cette solution résultait des termes de la loi.

Pour la durée elle est comme nous l'avons indiquée, de deux ans, avec possibilité d'augmentation d'un an. Il reste néanmoins possible au détenteur du permis exclusif une fois les délais du premier permis écoulé, d'en obtenir d'autres en s'accommodant de la procédure instituée par la loi. Il faut donc en fait et en droit prolonger la durée de ses recherches si le temps lui manque pour les mener à toutes fins utiles (2).

(1) Rapport Bernier à la Chambre p. 70.

(2) Une solution identique et pour les mêmes raisons est admise par le rapport de M. Bernier, page 5.

Il eut été possible à une même personne de demander plusieurs permis de recherches pour une même contrée et par là, d'élucider les règles de l'étendue. De façon à empêcher cet accaparement, qui tendrait à créer un trust, le paragraphe 3 de l'article 10-2 décide que pour être détenteur de plusieurs permis exclusifs de recherches, il faut que la limite de chacun soit distante d'au moins 10 kilomètres. L'on a ainsi mis un frein au désir de mainmise sur une portion de territoire, dépassant les possibilités rapides d'exécution.

Ce droit de recherches personnel et délimité n'est point le seul ni le plus important qui découle du permis exclusif. Celui-ci donne effectivement droit à l'obtention quasi-automatique de la concession. Ce droit privilégié consacre ainsi d'une façon formelle ceux de l'inventeur. C'est pourquoi l'article 4 de la loi du 16 décembre 1922 décrète que le détenteur du permis exclusif de recherches, quand il démontre matériellement et sans contestation l'existence d'un gisement, a le droit à la concession sous les conditions suivantes :

- 1°) Qu'il le demande ;
- 2°) Que pendant la validité du permis exclusif de recherches il ait fourni la preuve d'un gisement d'hydrocarbure situé dans le périmètre attribué.
- 3°) Qu'il accepte un cahier des charges conforme au cahier des charges type des concessions minières édicté par la loi du 9 septembre 1919.

Ces ordres légaux satisfaits, le détenteur du permis exclusif de recherches a droit automatiquement à la concession. (1).

Cette situation particulière, qui nécessite une étude approfondie, méritait d'être citée pour saisir en son entier la situation juridique du titulaire du permis exclusif de recherches.

Telles sont les avantages découlant de cette situation, mais elle comporte naturellement des charges.

C'est ainsi que l'octroi du permis exclusif de recherches entraîne le paiement d'une redevance annuelle de 3 francs par hectare, portant sur toute l'étendue du périmètre accordé. L'on peut être étonné de rencontrer la perception d'un droit avant l'octroi de toute concession. L'on peut craindre en outre que cette redevance n'éloigne les chercheurs peu désireux de supporter une charge supplémentaire. Ce n'est point sans raison que le législateur a cependant établi une taxe d'un taux assez élevé. Il n'y fut poussé par aucun intérêt fiscal ni par le désir de trouver des ressources nouvelles au surplus assez problématiques. Le fondement de cette taxe est le désir de détourner des demandes de permis exclusif de recherches « les barreaux de recherches » désireux de se faire attri-

(1) Voir le rapport Cazals, p. 4. au Sénat. Son auteur employait intentionnellement le mot « automatique ». Cette expression se trouvait déjà dans le rapport Reynaldi p. 5.

buer les bénéfices de cette institution pour satisfaire à des désirs personnels, empêcher des travaux où y trouver une source de revenus inqualifiable (1).

Il devra en outre satisfaire à un certain nombre de conditions. L'article 10-2 mentionne notamment celles ayant trait à l'importance et à la continuité des travaux à exécuter, aux délais dans lesquels ils devront être commencés. Il n'y a d'ailleurs sur ce point qu'une indication de la part de l'article 10-2 et non pas une énonciation limitative, c'est en ce sens que nous interprétons le mot « notamment » situé dans le corps de l'article, et ce malgré le silence des travaux préparatoires. Le législateur sur ce point n'a voulu que donner des exemples, laissant l'administration libre d'imposer les conditions qu'elles croient utiles et nécessaires. En général, on exige dans le décret, la possession d'un certain matériel de recherches et de ressources financières. Toutes ces obligations s'expliquent comme des mesures de prudence, et des garanties à l'encontre de mauvaises fois éventuelles toujours possibles. D'autant qu'il y a lieu de ne pas oublier que l'octroi de ce permis exclusif de recherches donne droit à la concession future, et que l'Etat a l'impérieux devoir de ne pas abandonner des exploitations minières, à

(2) Le Rapport Raynaldi 1921, p. 12, s'exprimait ainsi à ce sujet : « L'obligation du paiement de la redevance sera évidemment le commencement de la sagesse et contrecarrera l'industrie des barreaux de recherches ».

des mains ignorantes, où à des personnes d'une mentalité douteuse.

L'impression d'ensemble qui se dégage de cette législation, est qu'elle s'est efforcée le plus possible de faciliter les recherches d'hydrocarbures, tout en se préservant contre les abus qu'eût entraîné une trop grande liberté. Les travaux préparatoires sur ces points ne laissent aucun doute, et l'on ne peut que féliciter le législateur de sa très sage prudence. (1).

Le titulaire du permis exclusif de recherches se présente dans notre nouvelle législation avec une situation juridique curieuse. Un point certain, indiscutable, est qu'on ne peut l'assimiler à un concessionnaire.

Si l'on prend les concessionnaires régis par la loi de 1810, ils possèdent sur leur gisement un véritable droit de propriété comportant la perpétuité, et le droit d'exploitation.

Le titulaire du permis exclusif de recherches ne peut pas exploiter, si malgré tout il se livre partiellement à l'exploitation, ce n'est que par suite de nécessités de faits dont l'appréciation est abandonnée au jugement de l'administration. Son rôle se réduit à faire des fouilles, et à découvrir le minéral. Le fait qu'il peut disposer comme nous le verrons du produit de ses recherches, ne peut impliquer un droit de propriété. Cet avantage ne lui est alloué qu'en compensation de ses efforts et aussi pour empêcher l'inutile

(1) Exposé des Motifs de MM. Bernier et Raynaldy, p. 5.
Rapport de M. le Sénateur Cazals, p. 3.

perte d'une matière difficilement conservable. Ses recherches, ainsi que le prescrit l'article 5 de la loi de 1810, ne peuvent jamais se transformer en travaux d'exploitation sous peine de violer la loi et de subir les sanctions prévues. L'on ne doit pas oublier que l'exploitation est une conséquence juridique du décret de concession, et qu'elle ne peut l'être d'un décret instituant un permis exclusif de recherches.

La situation faite au nouveau concessionnaire depuis la promulgation de la loi du 9 septembre 1919 ne peut non plus être assimilée à celle du bénéficiaire du permis de recherches. Il est vrai qu'il n'a plus de propriété, mais un droit immobilier d'une nature assez vague et difficilement déterminable, et en outre temporaire. Mais il possède néanmoins (un droit) ayant une nature propre, un objet certain, une durée déterminée, et enfin le droit d'exploitation. Le détenteur du permis exclusif de recherches n'a pas de droit, il ne peut qu'effectuer seul, il est vrai, et ceci n'est qu'une modalité, des recherches, celles-ci terminées dans le délai fixe et intentionnellement réduit ses prérogatives sont épuisées.

En somme, le bénéficiaire du permis exclusif de recherches n'est que le bénéficiaire d'une autorisation administrative, tout comme ceux du paragraphe de l'article 10-1, c'est-à-dire de ceux jouissant d'un droit de recherches, mais non exclusif. Il en diffère cependant car il jouit d'un monopole sur un périmètre et durant un temps déterminé. De plus, ce permis contient en germe le droit futur à la concession.

Il apparaît comme un exploitant éventuel. La concession ne fera plus tard qu'affirmer, consolider des droits ayant pris naissance dans le permis exclusif de recherches. Mais avant la découverte et la preuve de l'existence du gîte il n'y a et il ne peut y avoir aux termes mêmes de la loi du 16 décembre 1922 pour le bénéficiaire de ce permis que de simples expectatives.

L'article 10-2 s'attachant aux manifestations permises au détenteur du permis exclusif de recherche, parle, « du droit d'exécuter des sondages, à l'exclusion de toutes autres personnes. » Nous croyons qu'il y a eu une erreur commise par le législateur dans le choix des termes, et que le mot droit ne fut employé que pour faciliter l'expression de son idée. Le point de savoir si véritablement le détenteur du permis exclusif de recherches possède un droit ou une simple expectative n'est pas sans intérêt pratique. Si on lui accorde cet avantage juridique, ce droit comme tous autres qu'il possède, tombera dans son patrimoine, et subira les modifications qui peuvent affecter ce dernier. Il pourra donc être cédé, vendu, apporté en société, saisi, transmis aux héritiers, donné, etc. En un mot, il pourra être susceptible de toutes les opérations juridiques dont un droit peut faire l'objet. En outre, il resterait à en établir la nature juridique et la solution de ce problème n'est point aisée.

Nous croyons, quant à nous, que ce permis de recherches et pour les raisons que nous avons indiquées,

n'est qu'une simple autorisation administrative, et nullement un droit, tout au plus admettrons-nous que ce soit pour le bénéficiaire un droit éventuel, *in futurum*. Enfin, cette autorisation a certainement un caractère « *in iure personæ*. Sans cela, l'on ne comprendrait point la liberté de choix du gouvernement, la nécessité des enquêtes, l'accomplissement de conditions dont la loi entoure le permis de recherches. Il suffirait d'une simple cession pour démolir tous les efforts juridiques voulus. Au surplus, et si l'on s'en réfère aux législations, où ce système est appliqué, chaque fois, où le permis de recherches a été reconnu comme un droit, le législateur a pris garde de ne manquer d'indiquer sa nature, et les opérations juridiques dont il était susceptible. Le silence de la loi française sur ce point nous paraît un argument en faveur de notre thèse.

Muni de ce permis exclusif de recherches, dont nous avons indiqué les effets, le bénéficiaire se trouve protégé, et pourra effectuer ses travaux en toute sécurité. Si ses croyances sont exactes, si le hasard le favorise, il réalisera sa découverte, dont il retirera au cours même de son exploration, des produits. Quel va être leur sort ?

Sous l'empire de la loi du 21 avril 1810, aucune règle ne gouvernait leur disposition. L'administration avait comblé cette lacune par une pratique prétoirienne. L'explorateur pouvait disposer des produits sous réserve d'une autorisation. Et même muni de celle-ci, il y avait-il lieu à distinction ? Si le proprié-

taire de la surface était l'explorateur, ou encore une personne par lui autorisée, un arrêté ministériel permettait la vente des produits, la redevance due au propriétaire était fixée d'un commun accord. Si au contraire l'explorateur n'était muni que d'une autorisation administrative, un décret en autorisant la vente fixait le montant de la redevance à payer au propriétaire. Cette pratique était dominée d'une part par le droit du propriétaire sur le gisement, d'autre part, par l'idée que les efforts de l'explorateur méritaient récompense.

Ce fut ce régime que l'on appliqua jusqu'à la loi du 16 Décembre 1922. L'article 3 de cette loi institue un régime spécial en ce qui concerne les hydrocarbures. Il est regrettable que ce système paraissant susceptible d'heureux effets, ait été cantonné à ce seul produit minier. Pour ces matières, les explorateurs peuvent disposer de leurs produits en toute liberté et sans autorisation. Ils sont cependant soumis au paiement d'une taxe répartie entre les communes, les départements et l'Etat dans les proportions suivantes : 7,50 % vont à l'Etat, 1,25 % aux départements, 1,25 % aux communes. La part des communes se divise elle-même en deux fractions. Une fraction est versée à un fonds commun, réparti chaque année entre toutes les communes où sont domiciliés les ouvriers mineurs. L'autre fraction est attribuée aux communes sur le territoire desquelles se fait l'exploitation.

Ces dispositions dans leurs teneurs nouvelles sont à

l'opposé des pratiques anciennes. Le droit du propriétaire superficiaire est complètement méconnu. L'explorateur quelqu'il soit, a toujours la libre disposition de ses produits. Mieux, les redevances dont on avait gratifié le superficiaire disparaissent. Les termes mêmes de l'article 3 démontrent que cette omission est voulue. Il y a là une manifestation symptomatique des conceptions du législateur moderne. De plus en plus, il s'attaque au principe du droit de propriété pour en diminuer l'étendue et l'absolu. Il s'efforce de rejeter tous critères admettant le moindre droit du superficiaire sur des gisements contenus dans son sous-sol.

Il paraît s'engager dans une voie nouvelle, que nous apprécions et acceptons. Rien ne paraissait moins certain en effet que ce prétendu droit du superficiaire que l'on rattachait non sans quelque exagération, ou fausse interprétation juridique au principe de l'accession.

La seule redevance due, est celle octroyée à l'Etat. L'on en peut critiquer la répartition particulièrement en ce qui concerne la part attribuée au département. Le législateur sur ce point a fait confiance à une idée, plus exactement à une conception géologique non prouvée. Il a admis que les points d'extraction des hydrocarbures ne correspondent point à ceux de leur naissance qui peuvent être situés dans l'étendue du département; de ce fait il se voit attribuer une part du profit. Or, rien n'est moins certain, il eut été plus sage et

aussi plus pratique de maintenir la vieille répartition entre Etat et communes !

L'on aurait pu critiquer le principe même de la redevance due à l'Etat en s'attachant à l'esprit de la loi du 16 Décembre 1922. L'on a vu que ses manifestations reposaient sur l'idée de récompenses à accorder à l'inventeur, et que ses dispositions avaient pour but de faciliter les recherches. Mais le législateur, en imposant cette charge, fut influencée par l'idée qu'il serait illogique que le prospecteur heureux, surtout muni d'un permis exclusif de recherches, lui donnant un droit éventuel à la concession, soit exonéré de toutes taxes, lorsqu'il devrait en supporter s'il se trouvait dans la situation de concessionnaire (1).

Une autre idée, sur cette question, grave de conséquences et fécondes de répercussions à venir, se trouve exprimée dans les travaux préparatoires. A la vérité, d'une façon un peu rapide et discrète. Mais sa signification et son importance sont telles, que nous croyons devoir nous y attacher. Elle nous paraît exprimer clairement et précisément l'idée maîtresse du législateur moderne, l'idée directrice de la loi du 9 septembre 1919 qu'à cette époque l'on osa afficher dans toute sa vérité. M. le député Bernier dans son rapport, expliquant le fondement de la redevance instituée s'exprime comme suit : « Cette redevance se

(1) Exposé des motifs de MM. Bernier et Raynaldy, page 6. Rapport Bernier, p. 14. Avis du Sénateur Perrier, page 3.

justifie, en premier lieu, par la notion du droit de propriété de l'Etat, qui ne peut être méconnu. » (1). L'aveu qu'on n'osa donc faire lors de l'élaboration de la loi du 9 septembre 1919, qu'on dissimula même plus ou moins adroitement sous un fouillis de termes compliqués et imprécis, apparaît au grand jour, et le rapporteur ne craint point de l'exprimer avec toute la clarté et la précision nécessaires ! Il est vrai qu'il n'y a là qu'une simple déclaration, mais incluse dans un rapport établi pour la confection d'une loi et participant donc à son élaboration, surtout la personnalité du rapporteur spécialiste des questions minières, et le silence général de la Chambre que nous jugeons approbative nous paraissent lui donner pour le moins une valeur indicative. Ajoutons enfin que nous interprétons comme un argument en faveur de cette thèse, le fait que par un même texte en instituant une redevance en faveur de l'Etat basée sur une idée de propriété, le législateur supprimait la conception opposée, jusqu'alors en vigueur, et que représentait la redevance payée au propriétaire sur le produit de la vente des minéraux extraits des recherches.

Les innovations que nous venons de rencontrer et d'étudier paraissent utiles. Il nous reste à approfondir celle que nous jugeons la plus importante. Nous allons rencontrer pour la première fois dans la législation minière, l'application d'un principe nouveau en opposition complète, absolue, avec celui admis jusqu'alors.

(1) Rapport de M. Bernier, p. 14.

Le nouveau principe dont le législateur fait usage pour le moins partiellement, est celui de la mine à l'inventeur.

Les auteurs de la loi de 1810 et ceux de ses différents remaniements, y compris ceux de la loi du 9 septembre 1919, laissèrent intacte le principe de la liberté absolue du **gouvernement** dans le choix du concessionnaire. Explorateurs, superficiaires, ne possédaient aucun droit à être préférés, si par hasard le choix se portait sur eux, cela se produisait en vertu d'un titre différent, dont le fondement résidait dans la souveraine liberté de l'administration pour l'octroi de la concession. Pourtant, bien que raisons d'équité, de bon sens et d'utilité pratique militaient en faveur de l'inventeur. Lors même, des travaux préparatoires de la loi de 1810, les droits de l'inventeur inquiétèrent bon nombre de rédacteurs (1), ils furent repoussés par Napoléon (2). Lors des différents remaniements de la loi de 1810, les droits de l'inventeur furent âprement défendus, plus particulièrement lors de l'élaboration de la loi du 9 septembre 1919, où il ne fallut pas moins pour les faire rejeter, que la crainte d'une refonte générale du régime minier, et le désir impérieux, nécessité par des circonstances de faits,

(1) Article 18 de la 3^e Rédaction. V. Locré législation des mines, p. 51 et p. 107 dans la discussion, les idées de Reynant Saint-Jean-d'Angely sur ce point.

(2) Locré *of. cité* p. 61 et 108. Il estimait que les droits de l'inventeur devaient se ramener à une simple récompense déterminée par le gouvernement ! Voir p. 108 de Locré *of. cité* et les observations de l'archichancelier Cambacères.

d'aboutir rapidement. Ces conceptions de la loi de 1810 sont en opposition flagrante avec celles qui régissent en la matière le régime colonial minier. L'on a expliqué cette différence en alléguant qu'il était opportun d'inciter dans les pays neufs les découvertes de mines, en général parfaitement connues dans les vieux pays. Cette explication est loin d'être satisfaisante. Comme l'a fait remarquer M. Aguillon, le développement minier d'un pays est intimement lié aux satisfactions réelles accordées aux chercheurs.

Pour les pétroles, son exploitation particulière, et surtout la méconnaissance presque complète de ses lieux de localisation, incitèrent le législateur à faire sien le principe de la mine à l'inventeur. Qu'il nous soit permis de regretter qu'il n'ait cru devoir appliquer ces nouveaux principes aux seuls hydrocarbures ! Il a admis que le titulaire d'un permis exclusif de recherches découvrant un gisement d'hydrocarbure, avait un droit privilégié à être choisi comme exploitant. L'article 4 de la loi qui détermine ce droit est ainsi conçu :

ARTICLE 4

« L'article 16 de la loi du 21 Avril 1810, 21 Juillet 1880 sur les mines est modifié de la manière suivante :

« Le titulaire d'un permis exclusif de recherches d'hydrocarbures liquides ou gazeux a droit à l'obtention de la concession dont le périmètre sera dé-

« terminé par le gouvernement s'il satisfait aux conditions suivantes :

« 1°) Avoir dans la période de validité du permis, « fourni la preuve de l'existence d'un gisement d'hydrocarbures à l'intérieur du périmètre de ce permis, « et présenté une demande de concession.

« En cas de contestation sur l'existence du gisement il sera statué sur avis conforme du conseil des mines.

« 2°) D'accepter un cahier des charges conforme « au cahier des charges type des concessions minières. « Ce cahier des charges devra contenir en son article « 28 une disposition imposant au concessionnaire « l'obligation d'effectuer un minimum annuel de travaux. »

Tout ceci se conçoit fort bien et s'explique aisément. Le système de la loi de 1810 est particulièrement défectueux, si l'on y veut rattacher les effets du permis exclusif de recherches. Celui-ci ne se comprend en effet avec tous ses avantages que comme un droit éventuel et *in futurum* à la concession. L'on ne peut admettre que les avantages et prérogatives concédés à l'explorateur par le permis, n'aient qu'un caractère temporaire. Supportant des charges, exécutant les premiers travaux, acceptant tous les aléas et les risques qui sont nombreux en la matière, il est logique et équitable qu l'inventeur soit assuré d'un titre indestructible à l'octroi de la concession, avantage qui compensera ses efforts et ses dépenses, tout en étant pour lui un ferment à son activité. Il y a lieu en outre de remar-

quer que l'administration, tout en perdant le droit de choisir le concessionnaire, conserve celui du choix du détenteur du permis exclusif des recherches. Celle-ci ne se déterminera qu'en connaissance de cause, et après avoir réuni tous les renseignements utiles. Ce permis est d'ailleurs précédé d'une enquête portant sur les qualités morales du demandeur, ses capacités techniques et financières. N'y aurait-il donc pas une répétition inutile à exiger de nouvelles enquêtes, à se livrer à de nouveaux examens, ce qui ne manquerait d'être nécessaire, si l'octroi de la concession était possible à un autre que l'inventeur ! L'on ne peut concevoir son octroi à un autre que lui, n'est-il pas naturellement désigné, s'il remplit en outre les autres conditions imposées par la loi, et si ses recherches sont couronnées de succès. Une seule critique, à la vérité peu importante, peut être adressée à l'article. Il décide que l'inventeur muni du permis exclusif n'aura droit à la concession qu'autant que l'administration en aura reconnu l'exploitabilité. Cette reconnaissance découle d'une raison pratique, la nécessité de ne pas laisser mettre en œuvre des gisements économiquement inexploitable, et qui ne seraient qu'une cause de pertes financières et autres.

En matière de pétrole, la notion d'exploitabilité est une notion floue qu'il est fort difficile de dégager (1).

L'on se trouve dans le domaine des surprises. Aucune connaissance technique ne permet d'évaluer à

(1) Proposition de MM. Bernier et Raynaldy, p. 8.

priori la valeur du gisement. Des puits fournissent des rendements merveilleux pendant quelques mois, quelques jours ou quelques heures, d'autres par intermittence, certains donnent pendant un laps de temps, puis cessent et redonnent par la suite ; d'autres enfin expulsent des produits étrangers pendant des années avant de fournir le pétrole (1). L'homme dans ce domaine travaille dans l'inconnu et doit s'en remettre aux grâces arbitraires du hasard. Il n'est qu'un spéculateur heureux ou malheureux selon les faveurs du destin. Seule l'exploitation continue du gisement, c'est-à-dire de toute la nappe souterraine, parfois très étendue pourra en révéler approximativement la valeur. Dans ces conditions, l'on conçoit mal que lors du jaillissement du premier puits, l'administration est un pouvoir discrétionnaire pour statuer sur ce difficile problème. Il eût été plus sage et plus prudent de mieux garantir les droits de l'explorateur, et de réserver pour le moins un refus de concession, en lui permettant de poursuivre son exploration, et en allongeant la durée de validité de son permis. En outre, il eût été équitable d'abandonner la solution du litige à un comité d'experts ou à des personnes compétentes désignées par les parties en cause.

Ainsi donc, et pour les seuls gisements d'hydrocarbures, la liberté du choix du concessionnaire appartenant à l'administration est des plus réduites, elle ne

(1) De Roussier. Les grandes industries modernes. Tome I, p. 165.

porte que sur le choix du titulaire du permis exclusif de recherches. L'explorateur ordinaire, c'est-à-dire celui dont les droits sont déterminés par l'art. 10-1 de la loi ne jouit pas des mêmes prérogatives que celui muni du permis exclusif de recherches. Détenteur d'une simple autorisation accordée sur demande et sans aucun des moyens de contrôle que l'administration possède pour le détenteur du permis exclusif de recherches, n'étant soumis à ses obligations, l'on a estimé qu'il ne devait posséder ni ses avantages ni ses droits. Ce sont ces raisons qui ont fait rejeter pour l'inventeur ordinaire, le droit à l'obtention de la concession (1). Quant à nous nous estimons qu'il est regrettable que le législateur ait ainsi spécialisé son système et surtout créé deux sortes d'inventeurs. On a craint en le généralisant ne donner avantage, du moins pour la métropole, qu'à des chercheurs indéliçats qui, profitant des connaissances actuelles sur la situation de différents gisements en France, ne requièrent des permis exclusifs de recherches qu'il eut été loisible de leur refuser, pour s'allouer les avantages de travaux de recherches précédemment exécutés par d'autres. Mais cette crainte, ainsi que nous nous sommes efforcés de le démontrer, nous paraît injustifiée.

D'ailleurs, le droit d'obtenir la concession est limité même pour le détenteur du permis exclusif de recherches. Il faut, en effet, qu'il satisfasse aux conditions

(1) Rapport Bernier, p. 17.

de l'article 16 de la loi. Il doit d'abord démontrer l'existence d'un gisement pétrolifère, et cette existence en la matière est prouvée par l'extraction du produit et sa valeur. En outre, et pour satisfaire tant à la loi du 16 Décembre 1922 qu'à celle du 9 Septembre 1919, accepter un cahier des charges^o et se soumettre à ses conditions. Ce cahier des charges devra contenir une clause obligeant le concessionnaire à effectuer chaque année un minimum de travaux.

Cette obligation découle de considérations économiques. La valeur d'une mine s'accroissant avec le développement de son exploitation. L'Etat méfiant dans l'initiative individuelle, craignant qu'elle ne donne à l'exploitation toute l'envergure désirable, l'y contraint. En outre, le particularisme technique de l'exploitation des pétroles justifie cette obligation légale. Les industries du pétrole sont en effet condamnées à perforer continuellement de nouveaux puits, à aménager les anciens, à développer leurs moyens de production sous peine de disparaître ou de ne pas retirer toute la valeur économique du gisement. Enfin, la collectivité représentée par l'Etat doit être assurée que ses richesses minières seront exploitées de la façon la plus utile et la plus lucrative, et que toutes les garanties sont prises en ce sens.

De cette étude de la loi du 16 Décembre 1922, il apparaît que notre système minier n'a été modifié que partiellement, mais d'une façon intéressante et riche en résultats futurs. La situation juridique de l'exploitant reste soumise à la loi du 21 Avril 1810, modifiée en ce qui concerne le droit de propriété sur les mines

par la loi du 9 septembre 1919. Le fait du choix de l'explorateur comme exploitant obligé ainsi que nous l'avons montré, n'entraîne point pour lui un droit de propriété sur son gisement. Comme tous les autres exploitants, quelque soit la nature du minerai de leur mine, il reste soumis aux textes ci-dessus mentionnés.

Les principales réformes, mais elles sont d'importance, ne portent que sur le droit de recherches que l'on a organisé, protégé, déterminé, par la création administrative nouvelle, d'un permis exclusif de recherches, sur la redevance due au propriétaire du sol sur la vente des produits extraits des recherches, que l'on supprime. Ce sont là des tendances symboliques de la part du législateur moderne, où l'on aperçoit grandir et se développer le germe de principes portant atteinte à l'étendue et à l'absolu du droit de propriété pour ne le limiter qu'à son utilité sociale. Enfin, la suppression de la liberté de l'administration dans le choix du concessionnaire, remplacée par l'application partielle du principe de la mine à l'inventeur apparaît comme une innovation hardie. Ce ne sont là il est vrai que des essais, mais rien ne prouve que satisfactions produites, le législateur ne les reprennent pour servir d'éléments à une refonte générale de notre système minier, si souvent réclamée, désirée et attendue. Enfin, la loi du 16 Décembre 1922 est typique d'un mouvement d'unification législative minière entre la France et ses colonies. Les principes qu'elle adopte sont ceux mis en pratique depuis quelques années dans nos territoires d'outre-mer, et les résultats produits prouvent déjà la valeur du système.

IV^e PARTIE

Etude des législations coloniales minières concernant les hydrocarbures, dans les pays où des gisements sont en exploitation, où ceux dans lesquels l'on possède des présomptions ou des indices de nappes de pétroles.

La loi du 16 Décembre 1922 n'a pour les hydrocarbures, dans la plupart de ses dispositions, fait qu'adapter les règles régissant le plus grand nombre de nos régimes miniers coloniaux.

Quelles sont donc les raisons qui incitèrent le législateur à élaborer pour ces contrées des textes spéciaux alors qu'il lui eût été aisé de se servir de l'instrument juridique qu'il possédait pour la métropole. Pourquoi surtout y a-t-il fait application de principes en opposition complète avec ceux de la métropole, et a-t-il admis que celui « de la mine à l'inventeur » y était le plus apte à produire des résultats satisfaisants.

C'est que comme l'exprime M. Arthur Giraud : « La raison fondamentale pour laquelle notre loi de 1810 ne pouvait convenir aux colonies, ni à aucun pays soucieux de son développement économique et de

son avenir, réside dans le système d'arbitraire gouvernemental sur lequel elle fait reposer la propriété des mines. Or, dans les pays neufs, et en général dans tous les pays où il est utile de découvrir des substances utiles enfoncées dans le sol, la préoccupation principale du législateur doit être d'encourager l'initiative privée et de donner à l'explorateur la possibilité d'entreprendre librement ses recherches, avec la certitude qu'il recueillera intégralement le fruit de ses efforts. » (1)

C'est qu'aussi notre empire colonial se présente avec des richesses nombreuses et variées, dont à l'heure actuelle l'on ne possède pas une connaissance complète. Bien des matières premières qui font défaut à la mère-patrie sont recélées dans les territoires de nos possessions. Il était donc nécessaire d'inciter dans ces contrées aux recherches minières, mais la tâche y était et demeure particulièrement difficile, si l'on veut considérer le faisceau d'obstacles (absence de moyens de transports, difficultés naturelles climatériques, absence de main-d'œuvre de techniciens) qui s'oppose à la réalisation de celle-ci. Il était utile et indispensable que le législateur munisse l'explorateur d'un instrument juridique lui facilitant l'œuvre de l'exploration et lui en laissant le bénéfice. Ce fut ce que très sagement il fit, et la pratique couronna son œuvre par le succès.

(1) voir aussi Merignhac, Législation et économie coloniale 1925, p. 666.

Nous n'étudierons dans cette partie que les législations coloniales se rattachant aux pays dans lesquels se trouvant des gisements de pétrole, où des indices. En outre nous ne nous attachons qu'au régime se rattachant à l'exploitation des hydrocarbures. Sur ce point une remarque préliminaire s'impose. Nous nous trouvons en effet dans les colonies devant une unité de législation, il n'existe pas de textes spéciaux aux hydrocarbures comme pour la métropole. Les règles ordinaires du régime s'appliquent à ce produit minier comme aux autres, sous bénéfice de quelques variantes.

1° *Etude de la législation coloniale minière
concernant les hydrocarbures d'Algérie*

L'Algérie se présente avec un sous-sol extrêmement riche et varié, quoique non encore totalement connu, et les recherches sur ce point, ainsi que l'exprimait un gouverneur général de l'Algérie devant l'assemblée des délégations financières, autorisent toutes les espérances. (1).

(1) Cette verte était connue des Romains, des mines y étaient exploitées en particulier à Ain Mokta, près de Mokta et Hadid. Léon l'Africain relate l'existence de fer et de cuivre. Une législation minière fut créée par les Codes Théodosien et Justinien et plus tard par les Arabes.

La richesse minérale algérienne comprend du fer, du zinc, du plomb, du cuivre, de l'antimoine, de la manganèse, du

Dès le début de la conquête l'on ne voulut pas soumettre les mines au régime de la loi de 1810. Elles furent régies par les ordonnances royales du 15 avril 1845 et 27 juillet 1845. La durée de la concession était de 99 ans, avec un contrôle plus ou moins effectif de l'administration.

A partir de 1851, l'on applique la loi de 1810 dont la suppression fut décrétée en 1852. Elle fut rétablie le 23 juin 1866 pour ne plus être supprimée depuis cette époque. C'est donc la loi métropolitaine qui régit le régime minier actuel, avec les dérogations qu'y ont apportées la loi du 19 septembre 1919 en vertu d'un règlement d'administration publique intervenu le 28 août 1920. Il réglementait le cahier des charges à annexer au décret de concession selon les ordres de la loi. Il exige que le concessionnaire ait la possession des biens et ouvrages nécessaires à l'exploitation; ceux-ci font retour à l'Etat, en l'occurrence l'Algérie, gratuitement à la fin de la concession qui est d'une durée variable, quatre-vingt-dix-neuf ans pour les houilles et les lignites, les pyrites de fer, les pétroles et hydrocarbures, cinquante ans pour les mines de graphite, platine, etc... La durée de concession peut être tout comme dans la métropole prolongée. La part

mercure, du chrome, de l'arsenic, du soufre, de l'onix, des pierres de chaux hydrauliques, du kaolin, du sel gemme, des sources salées, du pétrole (Oran, Constantine et Tunisie), de la lignite, de la houille et d'importants gisements de phosphates, d'abondantes sources thermales et minérales dans les trois départements.

de bénéfices réservée à l'Algérie est déterminée par les articles 15 et suivants du cahier des charges. En outre du contrôle de l'inspection générale des finances, la comptabilité de l'exploitation peut être contrôlée par l'ingénieur des mines.

La loi du 16 décembre 1922 a été rendue applicable à l'Algérie. Un règlement d'administration publique intervenu le 30 avril 1924 en règle les modalités d'application. Les seules modifications à signaler avec le régime métropolitain sont que le paiement des redevances à payer de par la loi à l'Etat ont lieu au profit du trésor algérien.

On le voit, pour ces contrées, il n'y a rien de particulier, législation métropolitaine et algérienne étant identiques (1).

LÉGISLATION TUNISIENNE

Régie par le décret beylical du 10 mai 1893, modifié par celui du 29 décembre 1913 réglementant les conditions de recherches et d'exploitation.

Les carrières appartiennent aux propriétaires du sol. Les mines sont propriétés domaniales et sont divisées en cinq groupes :

1^{er} groupe. — Combustible solide (tourbe exceptée).

(1) Qu'il nous soit permis de signaler en passant les très importants gisements de phosphates algériens. Ils obéissent à un régime spécial réglementé par le décret du 25 mars 1898. Ils ont d'ailleurs le caractère juridique de carrières.

2^e groupe. — Combustible liquide.

3^e groupe. — Minerai métallique.

4^e groupe. — Alun, borate et sels associés.

5^e groupe. — Nitrates, sel gemme et sels associés (1).

Pour effectuer les recherches il faut être muni d'une autorisation du propriétaire superficiaire et d'une autorisation du directeur des travaux publics. Ces conditions remplies, le demandeur obtient un permis, exclusif de recherches, accordé à la priorité de la demande, et dont la validité de durée est de 3 ans.

Renouvelable une fois. La superficie sur laquelle porte le permis est de 400 hectares. Ce permis se présente juridiquement comme un droit indivisible, cessible et transmissible, constituant une propriété mobilière.

Si l'explorateur est heureux dans ses recherches, il peut se livrer à l'exploitation du gisement. Il lui faut pour cela obtenir un permis d'exploitation valable pour 5 ans, non renouvelable et portant sur le même périmètre. Cette institution un peu bizarre et spéciale, se présente comme un essai qu'on laisse tenter à l'explorateur, et qui permet par la suite tant à lui qu'à l'administration de juger si le gisement a une valeur suffisante pour donner lieu à une exploitation.

Si donc l'explorateur juge qu'il lui est préférable de transformer son titre d'exploitant en titre de concessionnaire. Il adresse une demande à cet effet dans les deux mois qui précèdent la fin de la durée du permis d'exploitation. La concession résulte d'un arrêté

(1) Pour les nitrates, sels gemme et sels associés, le gouvernement se réserve le droit d'exploitation directe.

du résident général et se présente avec les caractères suivants : elle entraîne l'annulation du permis exclusif de recherches qui en est l'origine et s'étend sur le périmètre du permis de recherches. Elle forme une propriété immobilière distincte de celle de la surface. Tous actes de transmissions, de modifications, de créations ou d'extinctions de droits réels qui l'affectent, toutes amodiations, tous commandements afin de saisies immobilières doivent être constatés et transcrits sur un registre spécial déposé au service des mines. Faute de satisfaire à ces prescriptions les dits droits ne pourront être opposés aux tiers qui y auront intérêt. En outre, le défaut d'exploitation selon les conditions déterminées par le décret de concession, entraîne la déchéance du droit de concession.

Dans ce cas, la concession est mise en adjudication. Si aucun enchérisseur ne se présente, les terrains de concession redeviennent entièrement libres.

LEGISLATION MAROCAINE

La réglementation minière marocaine fut particulièrement difficile à établir, par suite de nombreux droits prétendus sur les gisements connus et inconnus par les ressortissants de différentes nations étrangères et plus particulièrement par les frères Mannesmann.

L'acte d'Algésiras prévoyait dans son article 112 un firman chérifien, pour lequel une commission de juristes de différentes nationalités (1) élaborait un projet devenu le dahir du 19 janvier 1914 (2). Ce dahir était attendu avec impatience pour permettre les exploitations minières, le sous-sol marocain étant particulièrement riche. Les romains y attachaient une grande valeur. Il comprend du fer, cuivre, étain, argent, de très importants gisements de phosphates de chaux (3), des hydrocarbures liquides (4), de la manganèse, des nitrates, du sel gemme, du sel des eaux salées, et thermales (5).

Ce Dahir qui fut d'ailleurs modifié par celui du 25 septembre 1923, sépare les mines des carrières qui sont réglementées par un dahir du 5 mai 1914 et dont la propriété appartient au superficiaire.

(1) Commission formée de jurisconsultes français, anglais, allemands et espagnols.

(2) Voir pour l'application du règlement minier l'avis de la direction générale des travaux publics du 22 février 1918.

(3) Ces gisements sont fort vastes, leur exploitation est réservée au gouvernement chérifien par le Dahir du 27 janvier 1920. Un office chérifien des phosphates doté de la personnalité civile a d'ailleurs été créé.

(4) Dans la région de Petit-Jean, près de Meknès.

(5) Les gisements de nitrates, sels gemme, sources et eaux souterraines salées ne peuvent être exploités qu'en vertu d'un titre résultant d'une adjudication publique. Dans ce cas l'inventeur, s'il ne s'est rendu adjudicataire, a droit à une redevance proportionnelle.

Les mines sont elles-mêmes divisées en cinq catégories.

Première catégorie. — Graphite, houille lignite et autres combustibles fossiles, tourbes exceptées.

Deuxième catégorie. — Substances métalliques telles que, platine, or, argent, mercure, molybdène, tungstène, antimoine, bismuth, titane, étain, plomb, fer, cuivre, aluminium, chrome, manganèse, cobalt, nickel, zinc, uranium, radium, soufre, arsenic, baryum, strontium, et terres rares telles que zirconium, thorium et cérium. Pierres précieuses.

Troisième catégorie. — Nitrates, sels alcalins, alun, borates et autres sels associés dans les mêmes gisements. Eaux salées souterraines.

Quatrième catégorie. — Hydrocarbures liquides et gazeux, bitumes, asphaltes, schistes bitumeux.

Cinquième catégorie. — Phosphates.

Il est nécessaire d'obtenir un permis de recherches, pour une des catégories ci-dessus et valant pour tous les produits qui y sont compris. Ce permis est exclusif, il porte sur un périmètre déterminé, consistant en un carré orienté dans la direction Nord-Sud et Sud-Ouest ayant des côtés de 1 à 4 kilomètres de longueur. Dans le centre du carré doit se trouver un avis faisant connaître à tous la prise de possession.

Ce permis exclusif de recherches constitue un droit mobilier, cessible, transmissible, valable pour trois ans non renouvelable, avec possibilité de renonciation à son bénéfice, et donnant droit à une redevance.

Muni de ce permis exclusif de recherches, l'explorateur, en cas de réussite, peut demander un permis d'exploitation qui ne peut être obtenu que par lui et qui lui est accordé ou refusé après enquête par l'administration.

Ce permis d'exploitation, successeur du permis exclusif de recherches porte sur un rectangle, compris pour les trois quarts au moins dans le périmètre du permis exclusif de recherches et dont l'étendue varie de 2.000 hectares au plus, à 100 hectares au moins. Sa durée est variable 75 ans pour les mines des trois premières catégories, 30 ans pour les mines de la quatrième, elle peut être prolongée pour une période de 25. La demande de renouvellement doit être adressée au Service des Mines cinq ans avant l'expiration du permis de concession. Il est soumis au versement préalable d'une somme fixe et au paiement d'une redevance annuelle fixée par hectare. Il se présente juridiquement comme une droit mobilier, transmissible, la fusion est autorisée sous bénéfice d'une permission chérifienne. Il est soumis à des causes de déchéance, qui découlent du défaut de paiement des taxes et redevances imposées. Dans ce cas, il est procédé à l'adjudication de la mine. S'il y a absence d'adjudicataire les terrains redeviennent libres de toutes concessions.

Enfin, le titulaire du permis d'exploitation doit respecter les droits coutumiers des Indigènes, portant sur l'extraction des minéraux de la mine concédée, sauf conventions contraires entre les parties ou rachat de ces droits.

REGIME MINIER D'AUTRES COLONIES OU POSSESSIONS

1° Madagascar.

Régie par le décret du 19 juillet 1923. Les substances sont divisées en huit catégories par l'article 5 du décret.

- 1° Pierres précieuses et métaux précieux ;
- 2° Pierres d'industrie ;
- 3° Graphite ;
- 4° Fer ;
- 5° Substances métalliques autres que le fer ;
- 6° Sels minéraux ;
- 7° Combustibles minéraux houille lignite ;
- 8° Hydrocarbures liquide et gazeux, bitume, asphaltes et chistes bitumeux.

Pour pouvoir pour ces catégories se livrer à l'exploitation des minerais qu'elles désignent, il faut préalablement être muni d'un permis exclusif de recherches, portant sur tous les minéraux compris dans la catégorie demandée. Ce permis est accordé à la priorité de la demande, il constitue un droit mobilier cessible et transmissible selon les conditions du décret qui l'octroie, en principe, le permis est soumis au régime de la propriété foncière,

Il s'applique à des périmètres de forme carrée ayant 5 kilomètres de côté, soumis à une redevance de 150 francs valable pour deux ans avec facilité de renouvellement qui peut s'opérer deux fois pour des périodes variants de 2 à 4 ans.

Si l'exploiteur, découvre le gisement, il a droit, et

lui seul, de transformer son permis exclusif de recherches en concession. Celle-ci est accordée après enquête, durant laquelle aucune opposition valable ne doit avoir été présentée, et lors que le demandeur a acquitté un droit fixe de 100 fr. La concession est accordée pour 75 ans et soumise à des droits fixes et proportionnels (1). Enfin elle est soumise à une réglementation administrative (2).

En ce qui concerne les hydrocarbures liquides et gazeux, bitumes, asphaltes et schistes bitumeux, le permis exclusif de recherches valable pour quatre ans donne lieu à un droit fixe de 600 francs. Il peut être renouvelé deux fois pour deux ans avec versement préalable de la somme de 800 francs et justification de travaux utiles. En cas de réussite la concession est accordée pour une période de 40 ans et est renouvelable aux conditions des concessions d'autres catégories. Elle donne lieu à une taxe superficielle de 2 fr. 50 par hectare et par an. Enfin, les textes réservent expressément d'importantes étendues de terrains pétrolifères à des sociétés financières désignées. L'on ne peut expliquer cette dernière disposition que par le désir du gouvernement d'empêcher l'éparpillement des gisements.

Nouvelle-Calédonie

Les mines sont régies par un décret du 28 janvier

(1) Art. 57 et suivants du décret du 19 juillet 1919.

(2) Art. 64 et suivants du décret du 19 juillet 1919.

1921 divisant les substances en mines et carrières. Les pétroles sont compris dans la catégorie des mines.

L'exploitation ne peut avoir lieu qu'après qu'un permis de recherches exclusif ait été accordé, sur un périmètre déterminé. En cas de réussite, l'explorateur a droit à la concession, qui porte sur un périmètre, soit carré, soit rectangulaire, et sa durée limitée est soumise au paiement de certaines redevances. Enfin, les textes prévoient explicitement que permis exclusif de recherches et actes de concession devront, pour être opposables aux tiers, être transcrits au bureau de l'enregistrement ou des hypothèques, du lieu de la situation du périmètre de recherches ou de l'exploitation, selon les conditions et avec les effets judiciaires que prévoit la législation de la propriété immobilière ordinaire,

Cameroun

La législation minière sur les pétroles est régie par le décret du 5 mars 1921.

Il institue un permis exclusif de recherches portant sur un périmètre déterminé et à durée définie par le décret. Il donne droit par la suite en cas de réussite à la concession perpétuelle du gisement, dont l'étendue est fixée par décret. Des causes de déchéances sont formellement prévues ainsi que des redevances.

Le permis exclusif de recherches qui, d'ordinaire, au Cameroun, porte sur tous les minéraux compris dans la classe des mines sans distinction, doit être

spécialement demandé pour les hydrocarbures et ne porte que sur eux.

On le voit, dans les possessions françaises que nous venons de passer en revue et où existent actuellement des gisements ou pour le moins des présomptions de gisements de pétrole, c'est une législation qui, en droit, se rapproche nettement de celle dont le législateur vient de faire usage pour la métropole.

Elle en diffère cependant par des points de détails. C'est ainsi que la nature juridique du permis exclusif de recherches y est nettement déterminée, et que les opérations juridiques auxquelles il peut donner lieu sont nettement spécifiées. En ce que dans la plupart des cas le nombre des redevances et leur montant sont assez infimes, et se supportent aisément, et surtout constatation plus intéressante et qui s'impose, que le permis exclusif de recherches et sa transformation automatique en concession est un droit non seulement pour les hydrocarbures mais encore pour les minéraux. Par les dates des décrets cités, l'on peut s'apercevoir que cette législation fonctionne depuis quelques années. Les résultats produits sont satisfaisants, et aucune réclamation de la part des intéressés n'en a jusqu'à ce jour diminué la valeur. Il est à espérer que les mêmes phénomènes se produiront dans la métropole, et que le législateur satisfait de l'expérience de son œuvre, l'utilisera en la généralisant pour le plus grand bien des intérêts collectifs.

CONCLUSION

Nous nous sommes efforcés dans le début de cette étude de déterminer succinctement l'étendue des ressources pétrolifère que la France peut tirer de son propre sol et de celui de ses colonies. Ces constatations nous révèlent quelques certitudes et des espoirs sérieux, qui apaisent les inquiétudes de ceux qui n'ignorent rien de la difficulté et de la complexité du problème français du pétrole.

Depuis 1920, en cette matière, on assiste à un véritable réveil de l'énergie nationale. Le pétrole inquiétait peu nos dirigeants ou nos industriels d'avant-guerre. Ils devient pour ceux de notre temps, une question primordiale. A l'honneur du Parlement français, disons qu'il a fait bien des efforts, dont beaucoup sont louables, pour lui apporter tout à la fois les solutions les meilleures et les plus judicieuses. Ne se satisfaisant pas des accords politiques et économiques passés avec différents gouvernements et dont les résultats ne furent pas toujours heureux, il s'ingénia à faire chercher sur son sol ou dans ses colonies le produit dont il manquait.

En la matière manquait l'instrument juridique. Il existait bien la loi du 21 avril 1810, mais celle-ci, dès

ses débuts, ne satisfaisait aucun des intérêts en présence. Au surplus et pour ce genre nouveau d'exploitation elle était inapplicable. Cette défectuosité tenait à deux causes principales. D'une part l'absence d'organisation du droit de recherches, d'autre part et ce point est le plus important, l'absence de garanties assurant aux chercheurs heureux la possession de leurs découvertes.

Les mêmes phénomènes sociaux ou économiques produisent les mêmes effets législatifs. La conception de la loi de 1810 accordant la concession d'une mine, à la personne choisie selon les désirs omnipotents de l'administration, s'explique et se défend, pour les vieux pays, et surtout lors que cette législation ne doit s'appliquer qu'à des minéraux dont l'existence et l'emplacement géologiques sont précisément connus. Il n'en peut être de même si l'emplacement du produit recherché est complètement ignoré, et si les données géologiques le concernant ne sont le plus souvent que problématiques. Il faut allouer à l'explorateur une récompense en rapport tout à la fois avec ses risques et ses efforts. La conception de la loi de 1810 sur ce point — ne se contente que d'une maigre récompense, qui ne pouvait donner satisfaction.

Mais cette récompense promise, ne peut-elle même n'être que le résultat de recherches ayant donné des résultats. Le droit de recherches en matière minière, est un droit primordial, sans lui aucune exploration ne peut avoir lieu. Sur ce point encore, la législation de 1810 se montrait imparfaite. Elle abandonnait la jouissance de ce droit au propriétaire de la sur-

face, elle ne permettait à l'administration de ne se substituer à lui qu'en cas de refus injustifié. De plus, des autorisations de recherches pouvaient être accordées à plusieurs personnes cumulativement, elles ne garantissaient en rien les droits du premier explorateur, qui pouvait être évincé par un deuxième plus habile et plus ingénieux. Enfin la loi avait totalement oublié d'indiquer la procédure à suivre pour obtenir la dite autorisation.

Sur ces deux points particulièrement importants la loi du 16 décembre 1922 a enfin apporté les solutions désirées.

Les législations coloniales pour des raisons identiques, à savoir le désir d'inciter les activités individuelles à la recherche de richesses minières, avaient appliqué depuis de nombreuses années les principes juridiques de la mine à l'inventeur avec création préalable d'un permis exclusif de recherches, la loi du 16 décembre 1922 l'adopta à son tour.

Désormais, mais en matière d'hydrocarbure seulement, l'explorateur pourra obtenir un permis exclusif de recherches, lui donnant droit d'effectuer seul, sur une étendue et pour une période déterminée, ses recherches. Si celles-ci donnent entière satisfaction et si l'administration reconnaît que le gisement découvert est exploitable, l'inventeur, muni du permis exclusif de recherches, a droit à l'obtention de la concession.

On le voit, le législateur de 1922 se sépare nettement de celui de 1810. Tandis que ce dernier n'accordait à l'inventeur qu'une redevance de plus souvent

dérisoire, et qu'il n'admettait que la concession ne puisse être attribuée que par l'autorité gouvernementale et selon ses désirs. Le législateur moderne, augmenté dans des proportions justifiées les droits de l'inventeur et lui attribue en récompense de ses risques et de ses efforts la concession de la mine.

Telles ne sont pas les seules modifications apportées par la loi du 16 décembre 1922 à notre législation. D'autres moins intéressantes nous paraissent plus symboliques. D'abord la perte du droit de recherches par le propriétaire du sel quand l'explorateur a obtenu un permis exclusif de recherches. Ensuite la suppression de la redevance qui lui était due sur la vente des produits extraits des recherches par l'inventeur.

Enfin, sinon la suppression totale de l'indemnité due au propriétaire par l'explorateur, en réparation des recherches à effectuer, du moins son remplacement par une simple caution.

Nous croyons, quant à nous, que ces manifestations sont symboliques des idées du législateur moderne. Elles prennent une importance particulière à la suite de l'innovation apportée à notre législation par la loi du 9 septembre 1919.

Le législateur après avoir détruit la propriété du concessionnaire sur la mine, s'attaque aujourd'hui aux droits du propriétaire superficiaire, il les diminue, les amoindrit, quand il ne les fait pas disparaître. Fait qui donne une force particulière aux idées directrices du législateur, ces mêmes faits que l'on supprime au propriétaire, l'Etat se les attribue. L'on assiste ainsi à une évolution de la législation

minière, qui partant de la loi de 1810 avec les conceptions, du respect des droits du superficiaire, de la propriété de la mine au concessionnaire choisi par le gouvernement avec la méconnaissance des droits de l'inventeur, vient aboutir par le canal de la loi du 9 septembre 1919, enlevant la propriété de la mine au concessionnaire, à celle du 16 décembre 1922 qui, à son tour, sacrifie le propriétaire superficiaire, et au contraire développe et assure les droits de l'inventeur.

Nous croyons que ce sont là des manifestations symboliques, des tendances générales qui ont leur importance. Dans une refonte générale de notre régime minier, depuis longtemps réclamée, elles joueraient un rôle prépondérant. Par cela seule, elles valaient la peine d'être étudiées.

Vu : *Le Doyen,*
BARTHELEMY.

Vu : *Le Président de Thèse,*
RIPERT.

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
CHARLETY.

BIBLIOGRAPHIE

- L. Aguillon.* — Législation des mines 1903, 2^e édition.
- Berthélemy.* — Traité élémentaire de droit administratif, 10^e édition 1923.
- Billard de Saint-Sonner.* — Etudes critiques sur la législation des mines. Thèse Paris 1923.
- Bocquet.* — Les modifications récentes à la législation minière métropolitaine coloniale et pays de protectorat. Thèse de Paris, 1924.
- Bolifrand.* — De l'évolution du régime minier en France 1810-1920. Thèse Paris 1920.
- H. Bérenger.* — Le pétrole et la France, 1920.
- Chenu Basile.* — La politique du pétrole en France. Thèse Paris 1921.
- Delaisi (Francis).* — Le pétrole, 1921.
- Girault.* — Précis de colonisation et de législation coloniale, 1925.
- Hauriou.* — Précis de droit administratif. 11^e édition, Paris 1925.
- Georges Lévy.* — Précis de législation minière française, 1922.
- Ledoux.* — Essai sur la nature juridique de la concession minière. Thèse Rennes 1921.
- Langereau.* — Essai sur la nature juridique de la propriété minière. Thèse Toulouse 1922.
- Le Page.* — Impérialisme du pétrole. Thèse Paris 1924.
- La Revue pétrolière.* — Années 1924-1925.
- Le Comte Denis.* — Le pétrole en France, prospections méthodiques, les régions à exploiter.
- Mérignhac.* — Traité de législation et d'économie coloniale, 1925.
- Plagniol Marcel et Georges Ripert.* — Traité pratique de droit civil. Tome III 1925, par Maurice Picard.

- Paulin Henri.* — Le régime minier des colonies françaises et protectorat, 1920.
- Paulin Henri.* — Le pétrole, recherches et indices de gisements de pétrole dans les colonies françaises et pays de protectorats.
- Riboulot Gaston.* — La mise en valeur de nos gîtes pétrolifères. Thèse Poitiers 1922.
- Rolland Louis.* — La situation juridique de l'exploitant des mines, revue du droit public et de la science politique, 1911.
- Rolland Louis.* — Les nouvelles concessions de mines, même revue, 1920.
- Rolland Louis.* — La recherche et l'exploitation des pétroles en France, même revue 1923.
- Robichon.* — Le pétrole en Algérie.
- Sébillot.* — Les pétroles africains et coloniaux. Recherches faites et résultats.
- X. — Le pétrole en France et dans ses colonies.

TABLE DES MATIÈRES

PREMIERE PARTIE

Les espoirs de la France en matière de pétrole tant dans la France que dans ses colonies.

DEUXIEME PARTIE

CHAPITRE I ^{er} . — Etude des principales règles du régime minier sous l'empire de la loi du 21 avril 1810, et auxquelles sont soumises les mines de Pétroles antérieurement concédées aux loi des 9 septembre 1919 et 16 décembre 1922.....	24
CHAPITRE II. — Etude de la loi du 9 septembre 1919 et des transformations qu'elle a apportées au régime juridique de la propriété minière.....	46

TROISIEME PARTIE

La recherche et l'exploitation des gisements de pétrole. Loi du 16 décembre 1922.....	59
CHAPITRE I ^{er} . — Etude des dispositions de la loi du 16 décembre 1922 n'introduisant pas de modifications dans le système général de la loi du 21 avril 1910, mais l'adaptant à l'exploitation des pétroles et gaz combustibles.....	66
PARAGRAPHE I. — Adaptation du régime général sur les mines, loi du 21 avril 1810 aux gisements de pétrole et de gaz combustibles	67
PARAGRAPHE II. — Les nouvelles règles édictées par la loi du 16 décembre 1922 dans son article 10-1 concernant les modifications et les précisions apportées aux règles de l'exploration pour tous les gisements de matières concessibles	81

CHAPITRE II. — Dispositions de la loi du 16 décembre 1922, introduisant dans notre régime spécial aux hydrocar- bures paraissant découler de principes juridiques nou- veaux	88
---	----

QUATRIÈME PARTIE

Etude des législations coloniales minières concernant les hy- drocarbures dans les pays où des gisements sont en exploitation, où ceux dans lesquels l'on possède des présomptions ou des indices de gisements de pétrole	119
Etude de la législation coloniale minière concernant les hydrocarbures d'Algérie.....	121
Législation Tunisienne	123
Législation Marocaine	125
Régime minier d'autres Colonies ou possessions.....	129
Conclusion	133

